

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2000 — 1383

[C — 2000/31179]

25 FEVRIER 2000. — Arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Le Collège,

Vu la Constitution, notamment les articles 138 et 178;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 11, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 34, 36, 37, 38, 50, 52, 62, 64, 68, 70 et 71;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 5 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mars 1999;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 1^{er} avril 1999;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des handicapés,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : le Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998, dénommé « Service bruxellois francophone des personnes handicapées »;

« personne handicapée » : toute personne handicapée qui réside sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui remplit les conditions fixées à l'article 6 du décret; cependant, en vertu de l'article 2 du décret, les centres, entreprises et services agréés par le Collège peuvent accueillir les personnes résidant sur le territoire d'une autre région;

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec la personne handicapée tel que prévu à l'article 14 du décret;

« travailleur » : la personne handicapée admise au bénéfice du décret, occupée en vertu d'un contrat de travail donnant lieu à assujettissement à la sécurité sociale, ou en vertu d'un statut réglementaire, ou en vertu d'un contrat d'adaptation professionnelle tel que défini aux articles 26 à 28 du décret;

« employeur » : toute personne de droit public ou privé qui occupe un travailleur;

« formation professionnelle » : toute formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge;

« membre du Collège » : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des handicapés.

Art. 3. Les informations médicales qui font partie du dossier de chaque personne handicapée dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou dans le cadre de l'établissement de son processus global sont à la seule disposition du médecin de l'équipe pluridisciplinaire.

Les informations psychologiques qui font partie du dossier de chaque personne handicapée dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou dans le cadre de l'établissement de son processus global sont à la seule disposition du psychologue de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 4. Le médecin et le psychologue communiquent à l'équipe pluridisciplinaire les seules données indispensables à la prise de ses décisions.

CHAPITRE II. — *L'admission des personnes handicapées*

Art. 5. La demande d'admission de la personne handicapée ou de son représentant légal ou du juge de la jeunesse au bénéfice des dispositions du décret est adressée à l'administration sous pli recommandé ou déposée à son siège contre accusé de réception.

Art. 6. Quand l'équipe pluridisciplinaire invite la personne handicapée à passer un examen médical, la demande d'examen spécifie les explorations, recherches et examens médicaux généraux ou spéciaux auxquels le médecin doit procéder.

Art. 7. Cet examen médical est remboursé par l'administration au médecin à concurrence d'un montant de 2 171 francs.

Art. 8. Quand l'équipe pluridisciplinaire invite la personne handicapée à passer un examen psychologique, la demande d'examen spécifie la mission d'expertise demandée au psychologue.

Cet examen psychologique est remboursé par l'administration au psychologue à concurrence d'un montant de :

4 342 francs pour un examen de la personnalité;

1 861 francs pour un examen du potentiel intellectuel.

Art. 9. Le médecin spécialiste ou le psychologue introduisent dans les trente jours qui suivent la date de l'examen, sa demande de remboursement auprès du médecin ou du psychologue de l'équipe pluridisciplinaire selon le cas. L'administration lui verse son intervention dans les trente jours qui suivent la réception du rapport d'examen.

Art. 10. Le membre du Collège établit la liste des psychologues habilités à procéder aux examens psychologiques requis par l'application du décret.

Ces psychologues doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° pouvoir porter le titre de psychologue en vertu de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue;

2° prouver une compétence particulière en matière de personnes handicapées soit par sa formation, soit par son expérience professionnelle;

3° justifier d'une formation et d'une expérience dans la pratique des tests projectifs;

4° présenter un certificat de bonne vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois;

5° mener une activité dans le domaine du handicap;

6° ne pas être membre du Conseil d'administration ou membre du personnel d'un centre, d'une entreprise ou d'un service agréé par la Commission communautaire française dans le cadre du décret, à l'exception d'un centre d'orientation spécialisée ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle.

Art. 11. Le psychologue qui souhaite être repris sur cette liste introduit sa demande auprès de l'administration par lettre recommandée.

Le membre du Collège statue dans les deux mois de la réception de la demande.

Art. 12. L'administration notifie immédiatement sous pli recommandé au psychologue la décision du membre du Collège.

La reconnaissance prend effet à la date de la notification de cette décision.

Art. 13. Le membre du Collège, sur proposition de l'administration, peut retirer à tout moment de la liste qu'il établit un psychologue qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 10. Ce retrait prend cours à la date de sa notification.

Si le psychologue ne satisfait plus à la sixième condition édictée à l'article 10, il communique immédiatement ce fait à l'administration et il est omis d'office de la liste, avec effet à la date de la notification de l'omission.

CHAPITRE III. — *Le processus global d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées*

Art. 14. 1° En vue d'établir le processus global d'une personne handicapée, l'administration lui adresse une information sur les prestations auxquelles elle peut prétendre et un questionnaire sur les prestations qu'elle sollicite.

2° Lorsque la demande de processus concerne une insertion professionnelle, l'équipe pluridisciplinaire mentionne l'existence éventuelle de contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur.

3° Lorsque la demande de processus concerne un accueil en centre de jour ou en centre d'hébergement, elle doit être accompagnée d'un rapport psycho-médico-social détaillé portant sur l'opportunité de l'accueil ou de l'hébergement. Ce rapport doit être établi de manière collégiale par au moins trois personnes indépendantes d'un centre de jour ou d'un centre d'hébergement et portant le titre de médecin, de psychologue et d'assistant social et que la personne handicapée choisit librement.

Ce rapport conseille une ou plusieurs formes d'orientation, une date de réévaluation éventuelle ainsi que la catégorie médicale telle que visée à l'article 3, 7° du décret III de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française. Ce rapport doit être établi préalablement à l'accueil ou à l'hébergement et ne peut dater de plus de six mois avant l'un de ceux-ci.

A défaut de fournir ce rapport préalablement à l'accueil ou à l'hébergement, la demande doit être accompagnée d'une attestation établie de manière collégiale préalablement à l'accueil ou à l'hébergement par au moins trois personnes indépendantes du centre de jour ou du centre d'hébergement portant le titre de médecin, de psychologue et d'assistant social et que la personne handicapée choisit librement. L'administration fixe le modèle de cette attestation.

Le rapport psycho-médico-social détaillé qui a présidé à l'établissement de l'attestation doit être communiqué au plus tard dans les trois mois à l'administration.

Art. 15. Quand la personne handicapée n'a pas fourni toutes les données nécessaires à l'instruction de sa demande dans les trois mois de l'invitation de l'administration, la demande est considérée comme caduque.

Art. 16. Quand l'équipe pluridisciplinaire établit, complète ou modifie le processus global d'une personne handicapée, l'aide ou l'intervention demandée ne peut être accordée que si le handicap auquel elle correspond a été constaté pour la première fois avant l'âge de 65 ans.

Art. 17. L'équipe pluridisciplinaire peut :

1° modifier le processus global de la personne handicapée quand une modification intervient dans la situation de cette personne ou quand des renseignements nouveaux sont portés à sa connaissance;

2° s'il échet, préciser le délai au terme duquel elle peut réévaluer sa décision.

Art. 18. Les sommes qui sont dues à la personne handicapée en exécution de son processus global lui sont payées en propre ou à son représentant légal.

Les documents justificatifs de la dépense sont transmis à l'administration, à peine de forclusion, au plus tard dans les douze mois qui suivent l'exécution des prestations.

Le paiement des sommes dues s'effectue au plus tard dans les trois mois qui suivent l'introduction des documents justificatifs auprès de l'administration.

Lorsque l'administration dispose des documents justificatifs avant la décision de l'équipe pluridisciplinaire, le paiement des sommes dues s'effectue au plus tard dans les trois mois qui suivent la notification de la décision de l'équipe pluridisciplinaire.

CHAPITRE IV. — *L'intervention dans les frais de déplacement et de séjour*

Section première. — L'intervention dans les frais de déplacement

Art. 19. Une intervention dans les frais de déplacement exposés par la personne handicapée dans le cadre de l'établissement de son processus global, de son intégration scolaire, de sa formation professionnelle ou de son intégration professionnelle ou de sa participation aux activités organisées par une association sans but lucratif ou un organisme reconnu par un pouvoir public belge, sanctionnées par une attestation de bénévolat, est accordée par l'administration à la personne handicapée qui répond aux conditions précisées à l'article 24, 1° du décret.

En ce qui concerne les frais de déplacement, la décision d'intervention précise les types de transport qui peuvent donner lieu à une intervention.

Art. 20. § 1^{er}. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'établissement du processus global ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée, à la demande de l'administration, entre son domicile et le siège de l'administration ou d'un centre d'orientation spécialisée ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréés par la Commission communautaire française.

§ 2. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration scolaire ou de la formation professionnelle ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial et intégré, ou de sa formation professionnelle, à raison d'un aller et retour par journée d'activités, à l'exception du transport organisé sous forme de ramassage collectif.

Par dérogation à l'alinéa précédent, quand une intervention dans les frais de séjour est accordée en vertu de la section 2, seul un aller et retour par semaine d'activités est pris en considération.

§ 3. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de l'intégration professionnelle ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et son lieu de travail à raison d'un aller et retour par journée de travail.

§ 4. Les frais de déplacement pris en considération dans le cadre de sa participation aux activités organisées par une asbl ou un établissement reconnu par un pouvoir public belge, sanctionnées par une attestation de bénévolat ont pour objet :

les déplacements de la personne handicapée entre son domicile et le lieu de ses activités sociales à raison d'un aller et retour par journée d'activités.

Art. 21. § 1^{er}. Pour les déplacements effectués au moyen d'un transport individuel conduit par la personne handicapée, l'intervention se calcule en fonction de la distance et de la puissance imposable du véhicule utilisé sans qu'il soit tenu compte de la puissance imposable excédant 7 CV et suivant les taux figurant au tableau repris en annexe de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 fixant la réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour le calcul des distances, il est tenu compte de la distance réelle.

§ 2. Lorsque la personne handicapée est véhiculée au moyen d'un transport individuel par une tierce personne, les frais de déplacement exposés par cette tierce personne pour conduire la personne handicapée à son lieu d'activités ou assimilé, pour rejoindre le lieu de départ, pour aller la rechercher et pour la ramener à son domicile, peuvent être pris en considération dans les mêmes conditions que celles prévues au § 1^{er}.

§ 3. Pour les déplacements effectués en taxi, l'intervention est égale au montant du prix fixé par la réglementation en vigueur dans la zone de départ de la course.

§ 4. Pour les déplacements effectués dans un minibus adapté de la Société des transports intercommunaux bruxellois, l'intervention est égale au prix réclamé à la personne handicapée pour la course.

§ 5. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport en commun moyennant l'accompagnement d'une tierce personne, l'intervention accordée à celle-ci est égale au montant du prix réclamé à l'accompagnant pour conduire la personne handicapée de son domicile à son lieu d'activités ou assimilé, rejoindre le lieu de départ, aller rechercher la personne handicapée et la ramener à son domicile, sans pouvoir excéder par mois le coût fixé par la Société des transports intercommunaux bruxellois pour un abonnement mensuel.

Art. 22. L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour se rendre à son lieu d'activités ou assimilé et du coût des déplacements s'ils s'étaient effectués en transport en commun.

Section 2. — L'intervention dans les frais de séjour

Art. 23. Une indemnité pour les frais de séjour exposés par la personne handicapée dans le cadre de son intégration scolaire, sauf en enseignement spécial et intégré, est accordée par l'administration dans les conditions fixées à l'arrêté, pour autant que la personne handicapée soit incapable, par suite de sa déficience, de se rendre quotidiennement sur son lieu d'activités ou pour autant que l'indemnité pour les frais de séjour soit inférieure à l'intervention qui aurait été accordée pour des frais de déplacements quotidiens en vertu de la section première du présent chapitre.

Art. 24. L'indemnité accordée par l'administration est fixée à 513 francs par journée d'activités.

Art. 25. L'intervention accordée par l'administration est diminuée de toute intervention légale ou réglementaire octroyée dans les frais exposés par la personne handicapée pour son séjour.

Section 3. — Les dispositions communes

Art. 26. La demande d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour est introduite par la personne handicapée auprès de l'administration sur le document établi par cette dernière.

L'intervention prend cours au plus tôt à la date de la réception de la demande par l'administration.

Art. 27. L'intervention ne peut être liquidée qu'à l'expiration de chaque mois sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration et comprenant, s'il y a lieu, des états de fréquentation scolaire, de formation professionnelle, d'activités ou d'examen ou des états de prestations du travailleur.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 3, la liquidation de l'intervention est effectuée par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la réception de ces documents dûment complétés.

CHAPITRE V. — L'aide individuelle à l'intégration

Art. 28. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'intégration sociale ou professionnelle qui se réalise au travers de l'une des activités suivantes :

- 1° l'exercice d'un emploi rémunéré;
- 2° le suivi d'une formation professionnelle;
- 3° le suivi d'études ou d'une forme d'apprentissage reconnues par les pouvoirs publics;
- 4° la situation des enfants qui ne sont pas encore soumis à l'obligation scolaire y est assimilée;
- 5° l'accomplissement de démarches soutenues en vue d'être intégré sur le marché du travail;
- 6° la gestion du ménage ou l'accomplissement effectif de tâches ménagères;
- 7° la fréquentation d'un centre de jour à condition que l'aide favorise le maintien à domicile;
- 8° la participation à des activités sociales, sanctionnée par une attestation de bénévolat.

Art. 29. Une intervention peut être accordée aux personnes handicapées dans le coût d'aides individuelles à l'intégration dans les cas et aux conditions prévues à l'annexe 1.

Dans des cas non prévus par l'annexe 1, le membre du Collège peut accorder, sur proposition de l'administration, une intervention dans la prise en charge d'aides individuelles à l'intégration.

Art. 30. Les interventions dans les aides individuelles à l'intégration sociale ou professionnelle ne sont octroyées par l'administration que dans la mesure où les frais qu'elles couvrent n'ont pas fait l'objet d'une indemnisation :

- 1° en vertu d'une loi organisant la réparation de l'atteinte à l'intégrité physique et des frais qu'elle génère, notamment les dispositions relatives à la responsabilité civile;
- 2° qui relève de la compétence d'autres services publics que la Commission communautaire française, en vertu de dispositions légales nationales ou supranationales, décrétales ou ordonnancielles.

Lorsque les interventions accordées par l'administration sont susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation au titre des législations et réglementations susdites, les personnes handicapées le déclarent à l'administration et subrogent celle-ci dans leurs droits à concurrence des interventions payées.

Toutefois, la subrogation consentie à l'administration est limitée aux sommes qui excéderaient 100 % des frais réellement encourus.

Art. 31. En aucun cas, l'intervention ne peut porter sur :

- 1° l'appareillage pour le traitement médical ou paramédical ou pour l'entretien de la condition physique;
- 2° les services prestés par des personnes physiques ou morales sauf ceux repris en annexe 1;
- 3° l'aide matérielle prêtée, louée ou mise en leasing auprès des personnes handicapées;
- 4° l'aide matérielle relevant de l'équipement scolaire utilisé à l'école ou équivalente à celui-ci, notamment toute aide matérielle pour suivre les cours, un minerval et des manuels, sauf si l'aide matérielle est en lien direct avec l'intégration de l'élève en enseignement ordinaire;
- 5° une aide matérielle utilisée uniquement en centre de jour, en centre d'hébergement, en enseignement spécial ou intégré.

Art. 32. L'administration peut intervenir dans les aides matérielles achetées à l'étranger si ces aides ne sont pas ou difficilement disponibles en Belgique. Leur coût ne peut être supérieur à celui appliqué pour des aides comparables en Belgique.

Art. 33. Si le coût d'une aide matérielle excède 20 000 francs, l'administration peut prier le demandeur de présenter des offres de différents fournisseurs ainsi qu'une explication des fournisseurs sur l'efficacité et les caractéristiques particulières de l'aide matérielle visée.

Art. 34. L'intervention peut couvrir en tout ou en partie les frais d'aide individuelle à l'intégration.

L'administration peut décider une intervention partielle sur la base d'une comparaison du coût des aides disponibles sur le marché, compte tenu des caractéristiques et qualités desdites aides; l'intervention ne peut en aucun cas dépasser les maxima fixés dans l'annexe 1.

Art. 35. Dans le cas où les achats, travaux ou services sont réalisés avant l'introduction de la demande d'intervention, la prestation ne peut donner lieu à intervention que si elle est demandée dans un délai d'un an à compter de la date de l'achat ou du début de la fourniture du service ou du début des travaux.

Dans le cas où les achats, travaux ou services sont réalisés après l'introduction de la demande d'intervention :

1° les achats et services doivent dans tous les cas s'effectuer au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision fixant le montant de l'intervention. Cette disposition n'est pas applicable aux prestations à caractère permanent, tel que prévu dans la décision d'intervention;

2° les travaux doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à compter de la date de la décision.

Art. 36. Par dérogation à l'article 18, alinéa 2, si les factures se rapportent à des achats, travaux ou services réalisés avant la date de la décision d'intervention, le délai de transmission des documents justificatifs prend cours, à peine de forclusion, à partir de la date de la notification de la décision.

Art. 37. Si l'administration constate qu'une demande d'intervention dans le coût d'une aide individuelle à l'intégration répond aux conditions prescrites par le présent chapitre mais que cette aide ne figure pas à l'annexe 1 ou qu'y figurant, la demande de prise en charge ne répond pas à certaines conditions énoncées à cette annexe, l'administration peut recourir à l'avis de spécialistes ou techniciens, afin d'apprécier le bien-fondé de l'intervention dans l'aide individuelle à l'intégration sollicitée, sa nécessité par rapport au handicap du demandeur et, s'il échet, d'en préciser les conditions et modalités de l'intervention.

Art. 38. Les spécialistes et techniciens dont question à l'article 37 ne peuvent être liés à des fournisseurs d'aide individuelle à l'intégration. Ils rendent leurs avis dans le mois de la demande de l'administration. A ce titre, une indemnité forfaitaire de 1 241 francs leur est octroyée par avis rendu, sauf si ces spécialistes ou techniciens relèvent d'une administration publique.

Art. 39. Dans les cas prévus à l'annexe 1, l'aide individuelle à l'intégration qui a fait l'objet d'une intervention par l'administration et qui n'est plus utilisée, doit être donnée par la personne handicapée ou son ayant droit à un centre, une entreprise ou un service pour personnes handicapées agréés par la Commission communautaire française.

CHAPITRE VI. — *Les interventions en faveur des centres, entreprises et services accueillant des personnes handicapées*

Section première. — Les dispositions communes

Art. 40. En vue de déterminer l'intervention dont bénéficie le centre, l'entreprise ou le service qui accueille une personne handicapée, l'équipe pluridisciplinaire prend la décision de manière collégiale pour toute demande relative à :

- 1° un contrat d'adaptation professionnelle;
- 2° une prime d'insertion;
- 3° une prime d'installation;
- 4° une adaptation du poste de travail;
- 5° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en entreprise de travail adapté;
- 6° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre de jour;
- 7° une intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre d'hébergement;

pour autant que le processus global établi en concertation avec la personne handicapée ait conclu au bien-fondé de l'une de ces prestations.

Toute intervention visant les points 2°, 3° et 5° du précédent alinéa, est octroyée à condition que l'entreprise respecte les dispositions prises par la Commission paritaire compétente à l'égard des travailleurs concernés.

Section 2. — Le contrat d'adaptation professionnelle

Art. 41. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande de la personne handicapée de conclure avec l'employeur de son choix, un contrat d'adaptation professionnelle.

Art. 42. Le contrat d'adaptation professionnelle est établi en trois exemplaires dont un est remis à chacune des parties, le troisième étant destiné à l'administration qui l'a agréé.

Le contrat est signé par les parties au plus tard le premier jour d'exécution du contrat.

Son modèle est fixé en annexe 2.

Art. 43. La durée du contrat d'adaptation professionnelle est fixée à un an maximum. Pour autant que le programme d'adaptation ou la nature du handicap du travailleur le justifie, elle peut être prolongée par période d'un an maximum, sans dépasser une durée totale de trois ans.

En entreprise de travail adapté, cette durée totale est portée à cinq ans aux conditions définies à l'article 21 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté.

Le contrat d'adaptation professionnelle prévoit une période d'essai de sept jours calendrier si sa durée n'atteint pas six mois. Cette période d'essai ne peut être inférieure à sept jours calendrier ni supérieure à un mois dans les autres cas. Elle n'est pas susceptible de prolongation pour cause de suspension de l'exécution du contrat.

Art. 44. § 1^{er}. L'employeur s'engage à :

- 1° assurer au travailleur une réelle qualification professionnelle;
- 2° surveiller personnellement l'exécution du contrat ou désigner parmi les membres de son personnel une personne chargée du suivi de l'adaptation professionnelle du travailleur;
- 3° veiller à la santé et à la sécurité du travailleur et porter une attention particulière aux difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de son handicap;
- 4° payer la rémunération fixée aux articles 47 à 50 si l'employeur n'est pas une entreprise de travail adapté ou celle fixée à l'article 32 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté, si l'employeur est une entreprise de travail adapté;
- 5° verser les interventions légales, réglementaires ou conventionnelles dans les frais exposés par le travailleur pour se rendre à son lieu de travail;
- 6° fournir la preuve qu'il remplit à l'égard du travailleur les obligations résultant des dispositions légales ou réglementaires qui lui incombent en tant qu'employeur;
- 7° aviser immédiatement l'administration de toute contestation relative à l'exécution du contrat;
- 8° fournir à l'administration tous les documents justificatifs qu'elle réclame;
- 9° permettre au représentant de l'administration d'effectuer les enquêtes et visites jugées nécessaires auprès de l'entreprise ou sur le lieu du travail.

§ 2. Le travailleur s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur et respecter le secret professionnel;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données en vue de l'exécution du contrat;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 4° aviser immédiatement l'administration de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

§ 3. L'administration :

- 1° suit l'exécution du contrat;
- 2° veille à l'adéquation du programme d'adaptation;
- 3° joue un rôle de médiation en cas de contestation;
- 4° détermine le montant de la rémunération.

Art. 45. L'exécution du contrat d'adaptation professionnelle est suspendue en cas d'impossibilité momentanée pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas de chômage technique ou d'incapacité de travail.

La partie intéressée est tenue de justifier de cette impossibilité et, lorsqu'elle résulte d'une incapacité de travail du travailleur, de produire un certificat médical.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, la durée du contrat est prolongée d'une période égale à celle de la suspension.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat doivent être notifiées immédiatement à l'administration par la partie intéressée.

Art. 46. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information préalable de l'administration :

- 1° en cas de suspension de l'exécution du contrat se prolongeant plus de trois mois;
- 2° par la volonté des deux parties;
- 3° par la volonté de l'employeur :
dans ce cas, l'employeur ne peut résilier le contrat qu'à l'expiration de la période d'essai moyennant un préavis de sept jours donné par lettre recommandée, prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;
- 4° par la volonté du travailleur.

Le contrat prend également fin avant l'expiration du terme prévu :

- 1° par la cession de l'entreprise ou sa cessation d'activité;
- 2° par la notification aux parties, sous pli recommandé, du retrait de l'agrément du contrat par l'administration lorsque le travailleur ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation ou lorsqu'une des parties ne respecte pas ses obligations.

Quand l'administration constate que l'employeur ne remplit plus ses obligations contractuelles, et que de ce fait le contrat prend fin avant la survenance du terme prévu, l'employeur est tenu de verser au travailleur une indemnité compensatoire équivalente à la rémunération de sept jours d'occupation.

Art. 47. La partie de la rémunération à charge de l'employeur appelée « intervention complémentaire » lui est remboursée par l'administration sur production des documents justificatifs déterminés par elle et introduits par l'employeur.

Art. 48. La partie de la rémunération qui n'est pas remboursée par l'administration à l'employeur est appelée « indemnité ».

Sauf en entreprise de travail adapté, elle est fixée à 40 francs par heure effectivement prestée ou assimilée pendant la première année d'adaptation. Ce montant est porté à 60 francs à partir de la deuxième année d'adaptation.

Art. 49. L'intervention complémentaire est fixée à 75 % du revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

L'intervention complémentaire horaire de base est égale à trois fois le montant mensuel de base visé à l'alinéa précédent, divisé par 13 x 38. Elle est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.

Art. 50. L'intervention complémentaire est diminuée :

- 1° des pensions de retraite légales ou réglementaires ainsi que de tous les avantages y afférents;
- 2° des indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;
- 3° des indemnités allouées à la personne handicapée victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;
- 4° des indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 5° des allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;
- 6° des allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés ou des allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Lorsqu'une des interventions visées sous le précédent alinéa est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés seront appliquées.

Art. 51. L'employeur adresse à l'administration un état trimestriel des cotisations patronales de sécurité sociale qu'il a versées à l'Office national de sécurité sociale.

L'administration fixe le modèle de ce document.

Sur base de cet état, l'administration rembourse à l'employeur le montant des cotisations patronales de sécurité sociale afférentes à l'intervention complémentaire.

Art. 52. Les documents visés à l'article 47 et au présent article doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à dater de l'expiration du mois ou du trimestre auquel ils se rapportent.

Le paiement est effectué par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents dûment complétés.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux entreprises de travail adapté agréées.

Section 3. — La prime d'insertion

Art. 53. La prime d'insertion est fixée, après enquête, compte tenu des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur, des exigences du poste de travail et de l'avis du médecin du travail.

Art. 54. La demande de l'employeur est introduite, sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle. L'avis du médecin du travail prévu à l'article 53 est transmis sous pli confidentiel au médecin de l'équipe pluridisciplinaire.

L'équipe pluridisciplinaire :

- 1° statue sur la demande de l'employeur;
- 2° fixe, s'il y a lieu, le pourcentage de perte de rendement sur base de la grille d'évaluation reprise en annexe 3.

Art. 55. L'intervention accordée par l'administration correspond au pourcentage de perte de rendement appliqué à la rémunération du travailleur. Par rémunération, on entend la rémunération mensuelle brute effectivement payée par l'employeur plafonnée à trois fois le revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

L'intervention ne peut dépasser 65 % de la rémunération du travailleur.

Toutefois, pour le calcul de la prime d'insertion, les réductions ou exonérations des cotisations de sécurité sociale et les autres interventions dans la rémunération qui peuvent être octroyées en vertu de dispositions fédérales ou régionales sont déduites de la rémunération prise en considération.

Art. 56. La décision d'octroi de la prime d'insertion est notifiée à l'employeur dans les quinze jours à partir de la date de la décision. Elle est accordée pour une durée maximale d'un an à partir de la date de réception de la demande.

Elle peut toutefois être renouvelée sur base de la persistance de la perte de rendement du travailleur.

Cette décision peut également porter sur la nécessité d'un suivi social mis en oeuvre par un service agréé par la Commission communautaire française.

Art. 57. Le paiement de la prime d'insertion est demandé à l'employeur à l'expiration de chaque mois sur production des documents justificatifs déterminés par l'administration.

Ces documents doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à dater de l'expiration du mois auquel ils se rapportent.

Le paiement de la prime d'insertion est effectué par l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents dûment complétés.

Art. 58. Par dérogation à l'article 57, si la prime d'insertion concerne un travailleur en entreprise de travail adapté, les dispositions de l'article 42 de l'arrêté du Collège du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté sont applicables.

Art. 59. Ne peuvent bénéficier de la prime d'insertion :

1° les employeurs qui ont procédé au licenciement d'un ou plusieurs travailleurs lorsque ce licenciement est abusif au sens des deux premiers alinéa de l'article 63 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° les employeurs qui ne satisfont pas aux conditions légales et réglementaires qui leur incombent en leur qualité d'employeur;

3° les employeurs de droit public qui n'occupent pas au moins à temps plein une personne handicapée admise au bénéfice d'une réglementation fédérale, communautaire ou régionale par groupe de 20 unités temps plein.

Ne sont pas pris en considération parmi ces emplois, ceux qui sont réservés au personnel médical, infirmier et soignant, aux policiers et aux pompiers.

La prime d'insertion est accordée à ces employeurs pour tout engagement supplémentaire à cette norme.

Art. 60. Les employeurs suivants ne peuvent prétendre au bénéfice de l'intervention dans les cas ci-dessous :

1° les entreprises de travail adapté, pour les travailleurs handicapés pour lesquels une intervention dans la rémunération et les charges sociales est octroyée par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées, pour autant que cette intervention ne concerne pas le personnel d'encadrement;

2° les employeurs, pour un travailleur qui réunit les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération de l'O.N.E.M. pour les chômeurs difficiles à placer;

3° les employeurs, pour un travailleur qui leur fait bénéficier d'interventions accordées par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées en exécution de la convention collective de travail n° 26 concernant le niveau de rémunération des personnes handicapées occupées dans un emploi normal ou de toute autre disposition réglementaire visant à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur.

Section 4. — La prime d'installation

Art. 61. La demande de prime d'installation est introduite, sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle.

Après enquête, l'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en tenant compte :

1° des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du demandeur et des exigences du travail envisagé;

2° de la qualification professionnelle du demandeur;

3° de la viabilité technique, économique, financière et sociale du projet du demandeur par la production, notamment, d'une situation de début et d'un état provisionnel des dépenses et des recettes estimées pour les deux premières années d'activité de l'entreprise;

4° de l'intention du demandeur de voir son projet suivi par une cellule d'accompagnement à la création d'une entreprise mise en place à l'initiative de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

La décision d'intervention est notifiée au demandeur dans les quinze jours à partir de la date de décision.

Art. 62. L'équipe pluridisciplinaire fixe s'il y a lieu le pourcentage de perte de rendement sur base de la grille d'évaluation reprise en annexe 3.

L'intervention accordée par l'administration correspond au résultat de ce pourcentage appliqué au revenu minimum mensuel moyen garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, sans pouvoir en excéder 50 %.

Art. 63. La prime d'installation est octroyée pour une période de six mois renouvelable trois fois aux conditions édictées par l'article 61.

La période d'intervention ne peut débuter avant la date de la réception de la demande.

Art. 64. Est exclu de l'intervention :

1° le demandeur qui ne satisfait pas à toutes les conditions légales et réglementaires relatives à l'exercice de l'activité professionnelle envisagée;

2° le demandeur qui exerce en plus de son activité en tant qu'indépendant une autre activité rémunérée d'une durée supérieure à un mi-temps.

Art. 65. Le paiement de la prime d'installation est effectué à l'expiration de chaque mois sur présentation d'une déclaration de poursuite d'activité.

Section 5. — L'adaptation du poste de travail

Art. 66. La demande d'adaptation du poste de travail est introduite sous pli recommandé, à l'administration sur le document fixé par elle :

1° par un employeur qui occupe un travailleur sous contrat de travail ou sous contrat d'adaptation professionnelle;

2° par un travailleur indépendant;

3° par un organisme qui dispense une formation professionnelle à une personne handicapée tel que prévue à son processus global.

Art. 67. Après enquête, l'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en tenant compte :

1° des indications et contre-indications au regard des déficiences et des capacités du travailleur et des exigences du travail envisagé;

2° de la description du poste de travail et des aménagements envisagés.

La décision d'intervention est notifiée au demandeur dans les 15 jours à partir de la date de la décision.

La demande ne peut avoir pour objet une adaptation d'un poste de travail réalisée plus de douze mois avant la date de réception de la demande.

Art. 68. Pour prétendre à l'intervention de l'administration, tout demandeur visé à l'article 66 doit s'engager :

1° à prévenir l'administration de la libération d'un poste de travail adapté avec son intervention;

2° à réserver par priorité tout poste de travail adapté à un autre travailleur admis au bénéfice des dispositions du décret.

Art. 69. Pour prétendre à l'intervention de l'administration, le demandeur visé à l'article 66, alinéa 1^{er}, 1°, doit s'engager à maintenir en service le travailleur dont le poste de travail a été adapté pendant au moins six mois à partir de la date d'adaptation si l'intervention de l'administration est inférieure à 100 000 francs et au moins un an si elle est égale ou supérieure à 100 000 francs;

Art. 70. Les factures acquittées relatives au poste de travail adapté doivent être introduites, à peine de forclusion, dans un délai de douze mois à date de la notification de la décision.

L'intervention de l'administration s'effectue dans un délai de trente jours à partir de la date de réception de ces documents.

*Section 6. — L'intervention relative à la prise en charge
d'une personne handicapée en entreprise de travail adapté*

Art. 71. L'entreprise de travail adapté introduit à l'administration la demande d'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée, sur le document fixé par l'administration, dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date d'engagement du travailleur.

L'intervention prend effet au plus tôt à la date d'engagement du travailleur.

Art. 72. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° détermine les conditions et les modalités auxquelles l'intervention est accordée conformément aux dispositions de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées;

3° fixe la catégorie de capacité professionnelle du travailleur occupé en entreprise de travail adapté, visée à l'article 20 du même arrêté;

4° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Section 7. — L'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre de jour

Art. 73. La demande d'intervention doit être introduite par le centre de jour au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par l'administration, au plus tard dix jours après l'accueil de la personne handicapée.

Sous peine d'irrecevabilité, le centre y déclare avoir reçu copie du rapport ou de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 2 ou 4.

Cette demande doit être accompagnée d'un rapport établi par le centre de jour qui justifie l'accueil de la personne handicapée eu égard à sa demande et au projet collectif du centre.

Si la demande d'intervention a pour objet de déroger aux conditions d'âge prévues par l'agrément du centre de jour, celle-ci doit être accompagnée d'une justification du maintien de l'accueil :

1° soit en raison de la nécessité de terminer un cycle scolaire;

2° soit en raison de l'impossibilité de trouver un autre centre de jour. Dans ce dernier cas, la dérogation est accordée pour un an maximum et, à titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, une deuxième année.

Art. 74. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° fixe la contribution financière à charge de la personne handicapée, conformément aux articles 76 et 77;

3° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Avant le terme de ce délai, le centre de jour fournit à l'administration un rapport psycho-médico-social circonstancié justifiant ou non le maintien de la décision.

Art. 75. En cas d'accord d'intervention, celle-ci prend effet au plus tôt à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre de jour.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le processus global visé à l'article 14 ne conclut pas au bien-fondé de l'accueil ou si le centre de jour dépasse la capacité d'accueil déterminée par sa décision d'agrément du centre de jour, le refus d'intervention prend effet à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre de jour.

Art. 76. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée la contribution financière forfaitaire visée à l'article 74, alinéa 1^{er}, 2^o.

Pour une personne handicapée accueillie à temps plein, la contribution financière est fixée à 150 francs par jour de présence lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans et à 280 francs par jour de présence si elle a plus de 21 ans.

Pour une personne handicapée accueillie une demi-journée (soit avant 13 h, soit après 13 h), la contribution financière prévue au premier alinéa est réduite de moitié.

Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport organisé par le centre de jour, la personne handicapée de plus de 21 ans participe en outre aux frais de transport à concurrence de 70 francs par jour pour les déplacements à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale et à concurrence de 100 francs par jour pour les déplacements à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 77. Si la personne handicapée n'est pas en mesure de supporter sa contribution financière, elle peut introduire une demande d'obtention d'un taux réduit auprès de l'administration. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves justificatives.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales.

Section 8. — L'intervention relative à la prise en charge d'une personne handicapée en centre d'hébergement

Art. 78. La demande d'intervention doit être introduite par le centre d'hébergement au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par l'administration, au plus tard 10 jours après l'hébergement de la personne handicapée.

Sous peine d'irrecevabilité, le centre d'hébergement y déclare avoir reçu copie du rapport et de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 2 ou 4.

Cette demande doit être accompagnée d'un rapport établi par le centre d'hébergement qui justifie l'hébergement de la personne handicapée eu égard à sa demande et au projet collectif du centre d'hébergement.

Si la demande d'intervention a pour objet de déroger aux conditions d'âge prévues par l'agrément du centre d'hébergement, celle-ci doit être accompagnée d'une justification du maintien de l'hébergement :

1° soit en raison de la nécessité de terminer un cycle scolaire;

2° soit en raison de l'impossibilité de trouver un autre centre d'hébergement. Dans ce dernier cas, la dérogation est accordée pour un an maximum et, à titre exceptionnel sur demande dûment motivée, une deuxième année.

Art. 79. L'équipe pluridisciplinaire :

1° statue sur la demande d'intervention;

2° fixe la contribution financière à charge de la personne handicapée, conformément aux articles 81 à 83;

3° précise, s'il échet, le délai au terme duquel elle peut réévaluer la décision d'intervention.

Avant le terme de ce délai, le centre d'hébergement fournit à l'administration un rapport psycho-médico-social circonstancié justifiant ou non le maintien de la décision.

Art. 80. En cas d'accord, l'intervention prend effet au plus tôt à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre d'hébergement.

En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de la notification.

Par dérogation à l'alinéa 2, si le processus global visé à l'article 14 ne conclut pas au bien-fondé de l'accueil ou si le centre d'hébergement dépasse la capacité d'accueil déterminé par sa décision d'agrément du centre d'hébergement, le refus d'intervention prend effet à la date de prise en charge de la personne handicapée par le centre d'hébergement.

Art. 81. § 1^{er} Le centre d'hébergement perçoit auprès de la personne handicapée la contribution financière forfaitaire visée à l'article 79, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2 Pour une personne handicapée âgée de moins de 21 ans qui bénéficie d'allocations familiales, la contribution financière est due par nuit d'hébergement et correspond aux 2/3 des allocations familiales ordinaires majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap sans que ce montant ne puisse être inférieur à 150 francs par nuit.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

Pour une personne handicapée âgée de moins de 21 ans qui ne bénéficie pas d'allocations familiales, la contribution financière est fixée à 450 francs par nuit.

§ 3. Pour une personne handicapée âgée de plus de 21 ans, la contribution financière est fixée à 1 000 francs par nuit d'hébergement. Une somme minimale de 5 000 francs par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieure à 6 500 francs.

Art. 82. La personne handicapée accueillie à la fois en centre de jour et en centre d'hébergement contribue à sa prise en charge dans chacun des centres qu'elle fréquente.

Cependant, la contribution financière fixée pour la prise en charge de jour est déduite de celle fixée pour la nuit d'hébergement. Cette contribution est facturée par le centre de jour au centre d'hébergement.

Art. 83. Si la personne handicapée ne peut pas verser sa contribution financière, elle peut introduire auprès de l'administration l'une demande d'obtention d'un taux réduit. Cette demande est accompagnée de toutes les preuves qu'elle ne peut verser l'un des taux prévus à l'article 81.

Sur base de ces éléments, l'équipe pluridisciplinaire fixe la contribution financière de la personne handicapée en tenant compte de ses revenus et de ses charges familiales réelles.

CHAPITRE VII. — *Réexamen*

Art. 84. La demande de réexamen est introduite par la personne handicapée ou son représentant légal par lettre recommandée auprès de l'administration dans le mois de la notification de la décision contestée.

Art. 85. La demande de réexamen indique précisément la décision contestée et les éléments sur base desquels le réexamen est sollicité. L'administration accuse réception de la demande de réexamen dans les dix jours ouvrables, en précisant, s'il échet, les éléments manquants et en invitant le requérant à compléter dans un délai d'un mois.

Art. 86. Dans les dix jours ouvrables, la demande est soumise pour décision à une Commission de réexamen.

Art. 87. La Commission de réexamen est composée :

1° des deux membres de l'équipe pluridisciplinaire qui a pris la décision contestée;

2° de quatre membres de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone pour l'Aide aux personnes et de la Santé désignés par elle;

3° d'un président désigné par le membre du Collège.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission est arrêté par le membre du Collège.

Art. 88. A sa demande, la personne handicapée, son représentant légal ou toute personne qu'elle désigne à cet effet, est entendue par la Commission de réexamen.

Art. 89. La Commission de réexamen statue dans les soixante jours de sa saisine à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 90. La décision de la Commission est notifiée à la personne handicapée par l'administration.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 91. Les articles 1^{er}, 2, 7, 79 (modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1996), 93 et 95 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés sont abrogés.

L'arrêté royal du 20 novembre 1975 étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, est abrogé.

Art. 92. L'arrêté royal du 30 juillet 1968 déterminant les sièges des chambres de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 17 octobre 1969 relatif à l'instruction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 17 octobre 1969 fixant les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 20 octobre 1969 fixant les modalités du recours formé contre l'arrêté du gouverneur de province relatif à des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 10 février 1970 réglant le fonctionnement de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés est abrogé.

L'arrêté royal du 1^{er} octobre 1970 relatif à la prise en charge par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation de certains handicapés placés à l'étranger, modifié ou adapté par l'arrêté royal du 24 janvier 1975 est abrogé.

Art. 93. L'arrêté ministériel du 17 octobre 1969 fixant les modalités de la révision visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 modifié ou adapté par l'arrêté royal du 24 janvier 1975 est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées et fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport, est abrogé.

Les articles 17 à 31 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés des 24 février 1989, 13 novembre 1989, 12 et 26 juin 1990, 13 mai, 10 et 11 juin, et 4 septembre 1991, 16 et 17 novembre 1992, 10 novembre 1993 et par l'arrêté du Collège du 9 décembre 1999, sont abrogés.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} décembre 1988 portant règlement du fonctionnement de la Chambre de langue française de la Commission consultative du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et fixant le montant des jetons de présence, des frais de déplacement et autres frais accordés au président, aux membres et aux experts, est abrogé.

L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juin 1990 fixant les conditions de prorogation de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés en faveur de certains bénéficiaires dudit fonds au moment où ils accèdent à la majorité civile, est abrogé.

Art. 94. Le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 octobre 1990 étendant l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés à une nouvelle catégorie de personnes handicapées, dites nouveaux majeurs, au sein des institutions agréées établies dans la Région de Bruxelles-Capitale et ayant exercé le droit d'option en Communauté française et déterminant la participation financière de ces personnes handicapées, est abrogé.

Le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, est abrogé.

Art. 95. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, modifié par les arrêtés du Collège des 21 décembre 1995, 13 mars 1997/7 et 14 mai 1997, est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996/1 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et son annexe, modifiés par les arrêtés du Collège des 27 juin 1996, 22 mai 1997, 24 septembre 1998/1 et 3 décembre 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/1 fixant les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en faveur des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur intégration professionnelle et son annexe, modifié par l'arrêté du Collège du 3 décembre 1998, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/2 fixant les conditions d'octroi des interventions accordées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en faveur des employeurs qui occupent des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur intégration professionnelle et son annexe, sont abrogés.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997/7 relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en concertation avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 3 décembre 1998 fixant les critères et modalités d'intervention dans les frais de déplacement et de séjour exposés par les personnes handicapées en dehors de leur intégration professionnelle est abrogé.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 2, 18 et 19 du décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française, est abrogé.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

Art. 96. Les documents justificatifs des prestations dont l'exécution est antérieure à la date de parution de l'arrêté au *Moniteur belge*, doivent être transmis à l'administration au plus tard dans les douze mois qui suivent la parution de l'arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 97. Les psychologues repris sur la liste établie par le membre du Collège en vertu des articles 9 à 9^{quater} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié, sont inscrits sur la liste dont question à l'article 11 du décret avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

Art. 98. Jusqu'au 30 juin 2000, le point 2.9. de l'annexe de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996/1 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Collège des 27 juin 1996, 22 mai 1997 24 septembre 1998/1, 3 décembre 1998 et 10 février 2000 demeure en application.

Art. 99. Jusqu'au 31 décembre 2001, la contribution financière des personnes handicapées accueillies ou hébergées est fixée en application des dispositions de l'article 3, 7° du décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, soit sur base de l'arrêté ministériel du 27 juin 1986 déterminant la participation financière des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui ne peuvent, en raison de leur organisation, être considérées comme appartenant à l'une ou à l'autre communauté, soit sur base de l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 25 septembre 1985.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 100. Les montants repris aux articles 7, 8, 24, 38, 76 et 81 sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 1999.

A partir du 1^{er} janvier 2001, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé de décembre de l'année n-2}}$$

Art. 101. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*, sauf le point 2.9. de l'annexe 1 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

Art. 102. Le membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

Fixation des critères et des modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable
à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées

1. Dispositions générales

1.1. Les conditions et les modalités d'interventions dans une aide matérielle prévues par la présente annexe sont d'application sans préjudice des dispositions du chapitre V de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

1.2. Tous les montants maxima ou de référence figurant dans la présente annexe et qui sont périodiquement révisables sont indiqués hors T.V.A..

Ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant appliqué au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé du mois de décembre de l'année n-1}}{\text{indice-santé du mois de décembre de l'année n-2}}$$

indice-santé du mois de décembre de l'année n-2

Cette liaison à l'indice-santé ne s'applique pas aux modalités d'intervention dans la construction ou la transformation d'une habitation.

1.3. En vue de l'application de l'article 39 de l'arrêté du Collège dont mention sous le point 1.1., l'équipe pluridisciplinaire précise dans sa décision d'octroi si l'aide matérielle fera l'objet d'un don lorsqu'elle n'est plus utilisée.

Pour déterminer l'institution bénéficiaire, l'avis de l'administration est requis.

2. Aides à la communication

2.1. T.V. -loupe et vidéoscope

2.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit présenter l'une des déficiences suivantes :

— acuité visuelle de moins de 3/10 mais égale ou supérieure à 1/100 au meilleur oeil avec correction optimale par lunettes;

— rétrécissement du champ visuel de 10 à 20 en moyenne, bilatéral ou au meilleur oeil;

— scotomes centraux (minimum 5°) comprenant la macula ou plusieurs petits scotomes maculaires ou paramaculaires (jusque 30°);

b) la demande doit être appuyée par un rapport d'un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de la vue agréé par l'I.N.A.M.I., par l'administration ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ou par une prescription motivée émanant d'un médecin-spécialiste de la vue.

2.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 184 777 francs ou à 300 000 francs pour un modèle muni d'une caméra supplémentaire de distance.

Délai de renouvellement : 5 ans.

2.2. Transmetteur de son sans fil - appareillage FM

2.2.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive moyenne de 55 db au moins à la meilleure oreille selon l'Indice de Perte Auditive calculée suivant la formule de Fournier.

b) Une prescription motivée (raisons et buts) doit être délivrée par un médecin-spécialiste ORL attaché à un centre de réadaptation fonctionnelle pour personnes handicapées de l'ouïe agréé par l'I.N.A.M.I., l'administration ou l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées. La prescription attestera que le demandeur ou son entourage est capable d'utiliser l'appareil. Un rapport semestriel par le prescripteur sur l'adaptation de l'enfant de moins de 6 ans est exigé.

2.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 77 800 francs.

2.3. Transmetteur vibro-tactile

2.3.1. Conditions

a) Le demandeur doit accuser une perte auditive de 100 db ou plus à la meilleure oreille (moyenne de Fletcher) ou une déficience auditive profonde de III^{ème} groupe selon la classification du « Bureau International d'Audiophonologie » (100 db deviennent 90 db pour les enfants de moins de 6 ans).

b) Une prescription motivée doit être délivrée par un spécialiste agréé en réadaptation fonctionnelle pour déficients de la parole et de l'ouïe avec un rapport consécutif à une période d'essai.

c) Le rapport d'un audiologiste doit certifier que l'appareil prothétique conventionnel ne permet pas d'amener les seuils de perception au niveau de perception de la parole.

d) Les conditions a) et b) ne sont pas requises pour les enfants souffrant en plus d'un autre handicap grave (cécité ou arriération mentale).

e) L'appareil doit s'utiliser aussi hors d'une école d'enseignement spécial ou d'un centre de réadaptation fonctionnelle ou d'un centre d'hébergement.

2.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 40 400 francs.

2.4. Téléphone pour sourd (minitel)

2.4.1. Conditions

Le demandeur doit faire état d'une diminution auditive moyenne de plus de 70 db à la meilleure oreille, calculée suivant l'IPA de Fournier par un médecin spécialiste ORL ou avoir subi une laryngectomie.

2.4.2. Modalités

Intervention dans le coût (y compris l'installation lumineuse) limité à 14 255 francs.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.5. Télécopieur

2.5.1. Conditions

Voir 2.4.1.

2.5.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 8 689 francs.

L'intervention couvre uniquement l'appareil du demandeur, pas celui du correspondant.

2.6. Machine à écrire le Braille

2.6.1. Modalités

Intervention dans le coût (coffre compris) limité à 31 676 francs pour une machine mécanique et 40 260 francs pour une machine électrique.

2.7. Ordinateur et accessoires informatiques

2.7.1. Conditions

a) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement ordinaire :

il doit s'agir d'un moyen de communication écrite pour les élèves atteints de dystrophie musculaire au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique,...) ou pour les aveugles et malvoyants profonds.

b) En cas d'utilisation comme matériel didactique dans l'enseignement spécial :

il doit s'agir de matériel utilisé à domicile (exercices, devoirs), sur base d'une demande dûment motivée par le directeur de l'école.

c) Le cas échéant, une prescription médicale peut être réclamée.

2.7.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. - P.C. de bureau avec logiciels de base :	41 915 francs
— Imprimante :	7 668 francs
— Ecran 17 " :	24 535 francs
— Ecran 20 " :	50 093 francs
— Ecran 21 " :	66 450 francs
2. - P.C. portable :	71 561 francs
3. - Barrette braille :	
— pour une version 40 cellules piezo électriques	268 867 francs
— pour une version 80 cellules piezo électriques s'il est démontré que cette version est justifiée par rapport à une version 40 cellules	536 712 francs
— Logiciel d'accès à la barrette braille pour Windows :	81 784 francs
4. - Synthétiseur vocal :	58 272 francs
— programme d'accès pour lecture d'écran de synthèse vocale sous Windows	20 446 francs
5. - Carte d'agrandissement pour écran d'ordinateur	107 343 francs
— Logiciel d'agrandissement	28 624 francs
6. - Scanner avec programme de reconnaissance des caractères	70 893 francs
7. Imprimante Braille	150 280 francs

2.8. Accessoires spécifiques pour aveugles ou malvoyants

2.8.1. Conditions

a) En cas d'usage en éducation scolaire ou en formation professionnelle, le directeur de l'établissement doit justifier la nécessité de la demande.

b) Il doit s'agir des accessoires suivants : appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale, bloc-notes, dictaphone, calculatrice parlante, traduction de livres et textes en braille, agrandissement ou scannage de textes.

2.8.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- Appareil de transformation de l'écriture Braille en écriture normale + imprimante : 65 463 francs;
- Bloc-notes électronique avec synthèse vocale 305 000 francs;
- Dictaphone : 19 005 francs;
- Calculatrice parlante : 18 478 francs;
- Traduction de cours (y compris scannage ou encodage) : en braille, en grands caractères ou sur disquette : 55 francs/feuille.
- Photocopies agrandies : 7 francs/feuille.
- Enregistrement sur cassette 60 minutes : 1 055 francs/cassette.

2.9. Interprétariat en langue des signes - toute aide à la communication**2.9.1. Conditions**

Le demandeur doit être sourd. Il doit renouveler sa demande chaque année auprès de l'administration.

2.9.2. Modalités

Le nombre de tickets horaires accordés par année civile s'élève à 30 unités. La valeur du ticket s'élève à 800 francs.

Les tickets sont délivrés par un Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé sur base d'une décision individuelle prise par l'administration. Celle-ci établit le modèle du ticket à utiliser.

Les tickets sont échangeables auprès des interprètes repris sur la liste établie par un service d'interprétation pour sourds conventionné ou agréé.

Cette liste précise les compétences des interprètes en langue des signes, ou en une autre aide à la communication.

Les interprètes introduisent auprès du Service d'Interprétation pour sourds conventionné ou agréé les tickets échangés. Ils bénéficient à charge de celui-ci du remboursement correspondant à la valeur du ticket horaire à la date de la prestation d'interprétariat.

L'administration rembourse au Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé les prestations d'interprétariat sur base de relevés trimestriels, selon le modèle fixé par l'administration.

L'administration verse une avance trimestrielle au Service d'Interprétation pour Sourds conventionné ou agréé sur base du nombre de tickets octroyés au cours du trimestre correspondant de l'année antérieure et de la valeur du ticket au cours du trimestre considéré.

3. Produits absorbants pour incontinents**3.1. Conditions**

a) Le demandeur doit fournir une prescription établissant qu'il souffre d'incontinence urinaire ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou de lésions congénitales ou acquises du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou que son handicap est dû à un retard de développement psychomoteur ou mental.

b) Pour les personnes handicapées admises dans une école d'enseignement spécial ou dans un centre de jour ou d'hébergement, les prestations ne sont prises en considération qu'en dehors des périodes de prise en charge par l'école ou le centre.

c) Le matériel d'incontinence pour enfants n'est pris en charge qu'à partir de l'âge de 4 ans.

3.2. Modalités

a) Les onguents et les poudres sont exclus de toute intervention.

b) La justification médicale pour ce matériel doit être renouvelée au moins tous les deux ans sauf s'il s'avère que la pathologie est acquise à vie.

c) Intervention dans le coût limitée à :

— 31 453 francs par année civile;

— 15 726 francs pour les personnes reprises au point 3.1.b) quand la prise en charge n'est assurée qu'en journée;

— 7 863 francs pour les personnes reprises au point 3.1.b) quand la prise en charge est assurée aussi la nuit.

4. Coussin anti-escarres et peau de mouton**4.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste motivant son usage continu; il doit être usager d'une voiturette.

4.2. Modalités

Intervention dans le coût (hors housse) jusque 13 726 francs; intervention de 60 % dans la tranche supérieure à 13 726 francs.

Le délai de renouvellement est fixé à 3 ans.

5. Aides à la mobilité**5.1. Voiturette****5.1.1. Conditions**

a) La voiturette doit figurer sur la liste des appareils enregistrés susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

b) Le demandeur doit produire la preuve du refus entier ou partiel de l'assurance obligatoire soins de santé.

c) Le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

d) L'administration n'intervient pas dans les frais d'achat d'une voiturette électronique lorsque le demandeur remplit les conditions d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé.

e) Première voiturette :

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur.

f) Deuxième voiturette : l'administration est susceptible d'intervenir dans le coût d'une voiturette supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne handicapée lorsque pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2ème voiturette est prescrite et justifiée en raison de l'utilisation au domicile d'un élévateur d'escalier avec siège ou si le véhicule automobile n'a pas été adapté, en raison de difficultés de transport ou de manipulation de la voiturette.

g) Les délais de renouvellement de l'administration sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

h) Remplacement de la voiturette avant la fin du délai de renouvellement prévu par l'assurance obligatoire soins de santé :

— le demandeur doit fournir une prescription motivée d'un médecin spécialiste du handicap du demandeur attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande;

— ou le demandeur doit fournir une attestation d'un prestataire agréé par l'I.N.A.M.I. déclarant que la voiturette est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

5.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limitée à la valeur de la voiturette et de ses accessoires fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement afférents.

5.2. Buggy-major

5.2.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste. La personne handicapée doit être âgée d'au moins 5 ans.

5.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 12 671 francs.

5.3. Système de levage électrique pour siège de voiturette

5.3.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription d'un médecin-spécialiste.

5.3.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 33 788 francs.

5.4. Adaptation d'une voiture

5.4.1. Conditions et modalités générales d'intervention

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) La personne handicapée doit conduire le véhicule elle-même et fournir une copie de son permis de conduire qui reprend les conditions et/ou restrictions et les adaptations; le candidat au permis de conduire doit fournir un attestation d'aptitude à la conduite.

Si la personne handicapée est passagère, une intervention est aussi possible mais uniquement pour aménager l'accès au véhicule.

c) La demande doit être accompagnée d'un rapport d'un centre agréé dans le cadre de l'article 45 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

d) Si le véhicule doit être réparé ou remplacé par suite d'accident, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois; dès lors la personne handicapée doit prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

e) Délai de renouvellement : 5 ans; ce délai est fixé à 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule acheté d'occasion avec au moins 6 ans d'âge.

f) En cas de changement de véhicule avant le délai prévu au point e), une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si l'administration a marqué son accord préalablement au changement du véhicule suite à un usage professionnel intensif de celui-ci ou à une aggravation du handicap.

g) En aucun cas, le montant total de prise en charge des différentes adaptations permettant à la personne handicapée d'avoir accès au véhicule ne pourra dépasser 327 139 francs.

h) Sur un véhicule acheté d'occasion, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année d'âge du véhicule, à partir de 6 ans et avec une diminution maximale de 60 %. Pour calculer l'âge de la voiture, il est tenu compte du mois et de l'année de 1ère mise en circulation.

i) L'intervention ne peut être payée que sur production d'une copie de l'attestation d'agrément du véhicule transformé, établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

j) Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

k) Les commandes électriques des vitres et rétroviseurs, la télé-commande d'ouverture des portes et la direction assistée ne pourront faire l'objet d'une intervention que si elles constituent des options représentant un coût supplémentaire par rapport au modèle de base du véhicule.

5.4.2. Modalités spécifiques avec montants maxima de prise en charge.

5.4.2.1. Adaptation de la conduite :

— Commandes d'accélérateur et freins sous le volant	40 892 francs
— Commandes d'accélérateur et freins sur le volant	
système mécanique	61 338 francs
système électronique	92 008 francs
— Transmission automatique	32 714 francs
— Transmission semi-automatique	54 694 francs
— Déplacement de la pédale d'accélérateur	10 223 francs
— Pédale d'accélérateur d'origine amovible	8 178 francs
— Pédale de frein rabattable	9 201 francs
— Déplacement des commandes électriques	61 338 francs
— Boule vissée au volant	1 329 francs
— Modification de la direction assistée d'origine type « TETRA »	40 892 francs
— Direction assistée	20 656 francs

5.4.2.2. Adaptations pour fonctions secondaires :

— Réglage électrique du siège conducteur	30 669 francs
— Siège ergonomique pour le conducteur	52 663 francs
— Ceinture de type harnais	8 175 francs
— Commande électrique des vitres à l'avant	12 267 francs
— des rétroviseurs	8 689 francs
— Télé commande ouverture portes	4 090 francs

5.4.2.3. Accès au véhicule :	
— Siège pivotant	32 714 francs
— Siège pivotant sortant	43 960 francs
— Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	108 365 francs
5.4.2.4. Accès au véhicule avec le fauteuil roulant :	
— Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	204 462 francs
— Rampes d'accès amovibles	25 558 francs
— Rails et kit de fixation	35 781 francs
5.4.2.5. Aides pour le chargement du fauteuil roulant à l'intérieur d'une voiture :	
a) Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	193 216 francs
b) Chargement dans le coffre par bras manipulateur	
— fauteuil roulant manuel pliant	65 816 francs
— fauteuil roulant électrique	110 329 francs
5.4.2.6. Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité	
— Abaissement plancher arrière	276 023 francs
— Rehaussement du toit	25 558 francs
— Aplanissement du plancher	25 558 francs

5.5. Cours supplémentaires pour l'apprentissage de la conduite automobile

5.5.1. Conditions

L'adaptation de la voiture ou la nature du handicap du demandeur doivent justifier des cours supplémentaires.

La demande doit être accompagnée d'une attestation motivée d'un médecin-spécialiste et d'une attestation d'une auto-école agréée établissant le nombre d'heures de cours supplémentaires nécessaires. Si le forfait de base dont question au point 5.5.2. doit être dépassé, l'auto-école en attestera de manière motivée.

5.5.2. Modalités

a) L'intervention est unique.

b) Intervention forfaitaire de base de 8 868 francs (soit 6 heures); 1 478 francs par heure supplémentaire éventuellement nécessaire, sans dépasser au total 15 heures.

5.6. Canne-béquilles

5.6.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint d'une déficience locomotrice justifiant l'usage permanent de cannes. Une prescription médicale l'attestera et précisera le type d'aide ambulatoire.

5.6.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- canne de marche : 577 francs
- canne avec appui coude : 850 francs
- canne avec support d'avant-bras pour arthritique : 2 700 francs
- canne tripode : 1 300 francs
- canne quadripode : 1 514 francs
- béquilles avec appui axillaire : 2 241 francs la paire.

5.7. Chien-guide

5.7.1. Conditions

Le demandeur doit être atteint d'une déficience visuelle grave.

Une organisation ayant pour objet l'intégration des personnes aveugles et reconnue par les pouvoirs publics doit fournir la garantie du bon dressage du chien destiné au demandeur.

5.7.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 163 660 francs.

L'intervention couvre tous les frais liés à l'acquisition du chien (notamment l'achat de l'animal, les frais de personnel, d'entretien et de dressage, les coûts divers tels que assurance et vétérinaire, éventuellement frais de séjour de la personne handicapée).

5.8. Canne blanche

5.8.1. Apprentissage des techniques de déplacement

5.8.1.1. Conditions

a) La gravité du handicap visuel doit justifier la prise en charge de la prestation.

b) La formation doit être donnée par une institution agréée dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées et s'adresser à des personnes atteintes d'une déficience visuelle.

c) le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours à répartir sur maximum 9 mois.

d) En cas de changement important et durable dans les habitudes de déplacement, une formation complémentaire peut être prise en charge à raison de 20 heures maximum de cours.

e) A son terme, un rapport d'évaluation sur la formation doit être transmis par l'institution.

5.8.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 800 francs par heure de formation.

5.8.2. Achat de la canne blanche

5.8.2.1. Conditions

Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but.

5.8.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 3 379 francs.

6. Accompagnement pédagogique

6.1. Conditions

a) Le demandeur doit être atteint :

- soit d'une déficience visuelle,
- soit d'une déficience auditive,

— soit d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale associée éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques et qui justifient la nécessité d'un accompagnement pédagogique.

b) Le demandeur doit suivre :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par une des trois Communautés;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge.

c) L'accompagnement pédagogique doit être assuré par un service agréé à ce titre par le Collège de la Commission communautaire française ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

d) Un examen psycho-pédagogique sur les capacités du demandeur peut être requis à l'initiative de l'administration.

6.2. Modalités

a) L'intervention a trait :

— à l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire (explications orales, répétition, tutelle scientifique,...) qui a lieu en dehors des heures de cours ou de formation,

— aux prestations d'interprétariat en langue des signes ou d'autres aides à la communication qui ont lieu pendant ou en dehors des heures de cours ou de formation.

b) Intervention dans le coût limitée à 850 francs par heure avec un maximum annuel de 450 heures pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle, 600 heures pour les personnes atteintes d'une déficience auditive et 250 heures pour les personnes atteintes d'une lésion cérébrale ou d'une lésion neurologique centrale.

Par dérogation à l'article 29 de l'arrêté du Collège dont mention sous le point 1.1., l'intervention est octroyée au service d'accompagnement pédagogique agréé qui a fourni les prestations.

c) Quand la durée de l'enseignement ou de la formation ne couvre pas un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures pris en considération sous b) est réduit proportionnellement.

7. Aménagement immobilier et mobilier

7.1. Construction ou transformation

7.1.1. Conditions

a) Le demandeur doit être atteint d'un handicap locomoteur grave qui justifie les travaux.

b) Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

c) La personne handicapée ou son représentant légal doit être propriétaire du logement ou, à défaut, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :

— acte de bail authentique et enregistré, non résiliable par le propriétaire, d'une durée proportionnelle à l'importance de l'intervention qui peut être octroyée par l'administration (un an par tranche de 21 493 francs);

— lorsque le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant;

— en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

d) Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

e) Toute intervention n'est accordée qu'une seule fois. Cependant, en cas de déménagement justifié par :

— le besoin de vivre de façon indépendante (si p. ex. le premier aménagement a été réalisé dans la maison des parents);

— des nécessités professionnelles;

il peut être dérogé à cette règle et une seconde intervention est octroyée.

f) Aucune intervention n'est accordée si les travaux visent des immeubles ou logements issus d'initiatives ou de dispositions collectives et utilisées à des fins communes, ni aux parties communes de logements collectifs.

7.1.2. Modalités

a) Intervention dans le coût limité à 11 % des valeurs reprises à l'article 2, b), de l'arrêté royal du 15 juillet 1981 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées.

b) Il est tenu compte des autres avantages légaux en matière de logement (p. ex. interventions régionales, subsides à la construction ou à la rénovation de logements, etc.).

7.2. Ascenseur ou monte-escaliers

7.2.1. Conditions.

a) La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'adaptation.

b) Conditions de propriété : voir 7.1.1. c).

c) L'administration peut exiger une attestation par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur.

7.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— 232 292 francs pour un monte-escaliers,

— 316 762 francs si plus d'un monte-escaliers est indispensable, ou pour un ascenseur.

le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

7.3. Equipement complémentaire

7.3.1. Conditions

Il doit s'agir de matériaux, d'appareils ou d'adaptations de meubles à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

La nature et la gravité du handicap doivent justifier l'équipement.

7.3.2. Modalités

a) Intervention dans le coût.

b) Le montant total des interventions pour différents équipements complémentaires est limité à 72 750 francs.

7.4. Lit et sommier à réglage hydraulique ou électrique

7.4.1. Conditions

Le demandeur doit présenter une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ou être usager de voiturette. Une prescription par médecin-spécialiste doit accompagner la demande.

7.4.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— réglable par pompe hydraulique : 42 235 francs

— réglable par pompe électrique : 68 631 francs

7.5. Lève-personne

7.5.1. Conditions

La demande doit être accompagnée d'une prescription d'un médecin-spécialiste qui précise le modèle et le justifie par rapport au handicap du demandeur.

7.5.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

1. Hydraulique

a. mobile (sur roulettes) : 43 291 francs

b. fixe (plaque de fixation comprise) : 31 676 francs

2. Mécanique

mobile et fixe : 33 788 francs

3. Statique

a. sur pied : 7 602 francs

b. adapté au lit : 4 223 francs

4. Electrique

a. matériel sur roulettes : 109 388 francs

b. matériel suspendu par rail : dans une pièce : 185 000 francs

dans plusieurs pièces : 245 000 francs

Le coût pris en considération comprend les travaux d'installation.

5. Elevateur pour bain actionné par pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie : 47 290 francs

7.6. Siège

7.6.1. Siège de toilette

7.6.1.1. Conditions

Le demandeur doit fournir une prescription médicale justifiant la nécessité de l'aide en raison de la déficience.

7.6.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

— sans roulettes

— chaise percée : 5 385 francs

— idem réglable en hauteur : 6 757 francs

— avec roulettes : 10 663 francs

— pour voiturette 5 912 francs

7.6.2. Siège de douche**7.6.2.1. Conditions**

Le demandeur doit fournir une prescription médicale qui stipule qu'un simple siège de douche (tabouret sur quatre pieds) ne suffit pas dans le cas spécifique.

7.6.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à :

- | | |
|--|---------------|
| — siège de douche avec dossier et accoudoirs amovibles : | 10 500 francs |
| — chaise de douche munie de 4 petites roues pivotantes, d'accoudoirs amovibles, percée ou non percée : | 16 660 francs |

7.7. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes**7.7.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage****7.7.1.1. Conditions**

a) Une prescription motivée d'un médecin spécialiste doit justifier la prestation en raison de l'importance du trouble fonctionnel.

b) Le demandeur doit être conducteur de véhicule; s'il ne l'est pas, le garage doit constituer pour lui le seul accès possible à l'habitation.

7.7.1.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à 25 000 francs.

7.7.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée**7.7.2.1. Conditions**

Une prescription motivée d'un médecin spécialiste doit justifier la prestation en raison de l'importance du trouble fonctionnel.

7.7.2.2. Modalités

Intervention dans le coût limité à

- | | |
|---|----------------|
| — ouverture avec parlophone | 25 000 francs. |
| — motorisation avec commande électronique et verrouillage | 72 500 francs |

8. Petit équipement**8.1. Conditions**

a) Le demandeur doit justifier la nécessité du petit équipement destiné à lui procurer une indépendance accrue dans la vie quotidienne.

b) Son coût doit être inférieur à 5 000 francs.

8.2. Modalités

Intervention dans les frais supplémentaires par rapport à un équipement utilisable par des personnes valides.

Le montant total des interventions pour de petits équipements est limité à 21 117 francs par demandeur.

9. Entretien et réparations de certaines aides**9.1. Conditions**

Il doit s'agir, soit d'une voiturette (y compris le remplacement des batteries), soit d'un ascenseur ou d'un monte-escalier, soit d'une barrette Braille.

9.2. Modalités

Intervention dans le coût de l'entretien limité à 10% par an de la valeur d'intervention dans l'achat.

Intervention dans le coût des réparations limité à 40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

MODELE DU CONTRAT D'ADAPTATION PROFESSIONNELLE

Conclu entre :

— l'employeur

siège social

siège d'activité

représenté par

en qualité de

d'une part

et

— le travailleur

domicilié(e)

né(e).....

FH/.....

.....représentant légal éventuel

domicilié(e)

d'autre part,

Considérant la décision de l'équipe pluridisciplinaire, du

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'employeur s'engage à assurer au travailleur une qualification professionnelle dans la profession de..... suivant le programme d'adaptation professionnelle annexé au présent contrat.

Cette adaptation professionnelle aura lieu.....

Pour assurer son suivi, l'employeur désigne.....

Art. 2. Le présent contrat prend cours le..... et a une durée de....., soit jusqu'au.....

La durée hebdomadaire est fixée à.....heures.

Il est conclu à l'essai pour une période de....., soit jusqu'au.....

Art. 3. Pendant la durée du contrat, le travailleur bénéficie à charge de l'employeur :

a) d'une rémunération composée :

1° d'une indemnité fixée à..... francs par heure effectivement prestée ou assimilée;

2° d'une intervention complémentaire fixée à 75 % du revenu minimum moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail. L'intervention complémentaire horaire de base est égale à 3 fois le montant mensuel de base divisé par 13 x 38. Elle est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées. Elle est diminuée des interventions légales réglementaires visées à l'article 50 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

b) des interventions légales, réglementaires ou conventionnelles dans les frais qu'il expose, notamment pour se rendre à son lieu de travail.

Art. 4. L'employeur s'engage à :

1° veiller à la santé et à la sécurité du travailleur et porter une attention particulière aux difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de son handicap;

2° fournir la preuve qu'il remplit à l'égard du travailleur les obligations résultant des dispositions légales ou réglementaires qui lui incombent en tant qu'employeur.

Le travailleur est considéré comme un ouvrier/employé (*);

3° remettre au travailleur une copie du règlement de travail de l'entreprise;

4° aviser immédiatement la Commission communautaire française de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

(*) barrer la mention inutile.

Art. 5. Le travailleur s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur et respecter le secret professionnel;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données en vue de l'exécution du contrat;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 4° aviser immédiatement la Commission communautaire française de toute contestation relative à l'exécution du contrat.

Art. 6. La Commission communautaire française :

- 1° suit l'exécution du contrat;
- 2° veille à l'adéquation du programme d'adaptation;
- 3° joue un rôle de médiation en cas de contestation.
- 4° rembourse à l'employeur l'intervention complémentaire dont mention à l'article 3, a), 2° du présent contrat, ainsi que le montant des cotisations patronales de sécurité sociale y afférentes.

Art. 7. L'exécution du contrat est suspendue en cas d'impossibilité momentanée pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas de chômage technique ou d'incapacité de travail.

partie intéressée est tenue de justifier de cette impossibilité et, lorsqu'elle résulte d'une incapacité de travail du travailleur de produire un certificat médical.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, la durée de celui-ci est prolongée d'une période égale à celle de la suspension.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat doivent être notifiées immédiatement à l'administration par la partie intéressée.

Art. 8. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le présent contrat prend fin avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information préalable de l'administration :

- 1° en cas de suspension de l'exécution du contrat se prolongeant plus de trois mois;
- 2° par la volonté des deux parties;
- 3° par la volonté de l'employeur :
dans ce cas, l'employeur ne peut résilier le contrat qu'à l'expiration de la période d'essai moyennant un préavis de sept jours donné par lettre recommandée, prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;
- 4° par la volonté du travailleur.

Le contrat prend également fin avant l'expiration du terme prévu :

- 1° par la cession de l'entreprise ou sa cessation d'activité;
- 2° par la notification aux parties, sous pli recommandé, du retrait de l'agrément du contrat par l'administration lorsque le travailleur ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation ou lorsqu'une des parties ne respecte pas ses obligations.

Quand l'administration constate que l'employeur ne remplit plus ses obligations contractuelles, et que de ce fait le contrat prend fin avant la survenance du terme prévu, l'employeur est tenu de verser au travailleur une indemnité compensatoire équivalente à la rémunération de sept jours d'occupation.

Art. 9. L'employeur s'engage :

- 1° à verser à l'Office national de sécurité sociale :
 - les cotisations de sécurité sociale dues par le travailleur sur sa rémunération;
 - les cotisations de sécurité sociale dues par l'employeur au titre du contrat;
- 2° à fournir à l'administration tous les documents justificatifs qu'elle réclame et notamment, les états de prestations du travailleur, de la rémunération versée au travailleur et des cotisations patronales de sécurité sociale versées;
- ° à permettre au représentant de la Commission communautaire française d'effectuer les enquêtes et visites jugées nécessaires auprès de l'entreprise ou sur le lieu de travail.

Art. 10. En cas de difficultés concernant l'exécution du présent contrat, l'employeur et le travailleur doivent s'adresser à l'administration.

Le Tribunal du Travail est compétent pour connaître des contestations relatives au présent contrat.

Ainsi fait le..... à.....

En trois exemplaires, dont un pour l'employeur et un pour le travailleur.

Chacune des parties reconnaît avoir reçu l'exemplaire qui lui est destiné.

Le troisième exemplaire est déposé à l'administration.

Lu et approuvé,

L'employeur,

Lu et approuvé,

Le travailleur,

(ou son représentant légal éventuel)

Agrément de la Commission communautaire française.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000
relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées

TABLEAU DE DETERMINATION DE LA PERTE DE RENDEMENT DU TRAVAILLEUR HANDICAPE
EN VUE DE BENEFICIER DE LA PRIME D'INSERTION OU DE LA PRIME D'INSTALLATION

Entreprise :

Nom - Prénom du travailleur :

FH/ :

Date de naissance :

Date de l'évaluation :

ITEM A	1	2	3	4
A.1 Vitesse				
A.2 Qualité				
Sous-total A	soit %			

ITEM B	10%	5%
B.1 Transmission des consignes		
B.2. Autonomie - polyvalence		
B.3. Sociabilité et rapports avec l'autorité		
Sous-Total B	%	
TOTAL A + B	%	

DEFINITIONS DES ITEM

La perte de rendement traduite en un pourcentage d'intervention dans la rémunération du travailleur doit être uniquement liée aux conséquences de sa déficience.

Pour compléter le tableau de détermination de la perte de rendement, il est aussi tenu compte :

- des exigences du poste de travail;
- de l'adaptation éventuelle du poste de travail;
- de l'avis du médecin du travail.
- de la moyenne réalisée par des travailleurs valides occupés à ce poste de travail

A. 1. VITESSE

Rapidité d'exécution du travail

1. supérieure ou égale à 90 %

2. de 70 % à 89 %

3. de 50 % à 69 %

4. inférieure à 50 %

A. 2. QUALITE

Qualité et fiabilité du travail fini (indépendamment des autres critères)

1. Bon travail, peu d'erreurs et de défauts.
2. Travail acceptable malgré des erreurs et des défauts rectifiables (si on les lui signale) par le travailleur.
3. Travail nécessitant souvent des corrections par un tiers.
4. Mauvaise qualité.

1. - A. 2. COUPLE VITESSE - QUALITE

VITESSE	QUALITE	TOTAL
1	1	0 %
1	2	5 %
1	3	15 %
1	4	30 %
2	1	15 %
2	2	25 %
2	3	35 %
2	4	45 %
3	1	30 %
3	2	40 %
3	3	50 %
3	4	60 %
4	1	45 %
4	2	55 %
4	3	65 %
4	4	65 %

B. 1. TRANSMISSION DES CONSIGNES

Faculté de transmettre, comprendre et recevoir des consignes.

10 % Echange de consignes mêmes simples difficilement compréhensibles (par exemple, en cas de surdité totale ou de cécité complète).

5 % Echange de consignes complexes difficilement compréhensibles.

B. 2. AUTONOMIE - POLYVALENCE

Niveau d'encadrement et de polyvalence nécessaire pour effectuer le travail.

10 % Ne travaille pas seul, a besoin d'une surveillance et d'un encadrement permanent ou oublie d'un jour à l'autre les gestes appris.

5 % Travaille moyennant une surveillance et un encadrement important (plusieurs fois par heure); ne peut résoudre seul une difficulté; manque de polyvalence.

B. 3. SOCIABILITE ET RAPPORTS AVEC L'AUTORITE

Aisance à entretenir des contacts sociaux positifs dans le cadre professionnel et respect des consignes et des ordres.

10 % Agressivité vis-à-vis des collègues ou incapacité d'entrer en relation avec eux ou rejet systématique de l'autorité.

5 % Contacts de travail inadéquats ou nécessité de rappeler les ordres et consignes très fréquemment (plusieurs fois par jour).

Vu pour être annexé à l'arrêté du 25 février 2000.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Politique des handicapés

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 1383

[C — 2000/31179]

25 FEBRUARI 2000. — Besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Het College,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 11, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 34, 36, 37, 38, 50, 52, 62, 64, 68, 70 en 71;

Gelet op het advies van de Sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, van 5 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 24 maart 1999;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting van 1 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van het College van 27 mei 1999 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1° van de samengeschatte wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden en die werd opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998, onder de naam « Brusselse Franstalige dienst voor mindervaliden »;

« gehandicapte » : iedere gehandicapte die woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voldoet aan de voorwaarden van artikel 6 van het decreet; niettemin kunnen uit hoofde van artikel 2 van het decreet de door het College erkende centra, ondernemingen en diensten ook personen opvangen die woonachtig zijn op het grondgebied van een ander gewest;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 10 van het decreet;

« globaal proces » : het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ingesteld in overleg met de gehandicapte, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet;

« werknemer » : de gehandicapte die opgenomen is volgens de bepalingen van het decreet en wordt aangesteld op basis van een arbeidsovereenkomst waardoor men onderworpen is aan de sociale zekerheid of middels een reglementair statuut, of uit hoofde van een omscholingsovereenkomst zoals gedefinieerd in artikel 26 tot 28 van het decreet;

« werkgever » : iedere privaot- of publiekrechtelijke persoon die een werknemer in dienst neemt;

« beroepsopleiding » : elke beroepsopleiding die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische autoriteit;

« Collegelid » : het Collegelid van de Franse Gemeenschapscommissie dat belast is met het Gehandicaptenbeleid.

Art. 3. De medische informatie in het dossier dat van elke gehandicapte wordt opgemaakt in het kader van diens toelating volgens de bepalingen van het decreet of in het kader van de instelling van zijn globaal proces, staan uitsluitend de geneesheer van de pluridisciplinaire equipe ter beschikking.

De psychologische informatie in het dossier dat van elke gehandicapte wordt opgemaakt in het kader van diens toelating volgens de bepalingen van het decreet of in het kader van de instelling van zijn globaal proces, staan uitsluitend de psycholoog van de pluridisciplinaire equipe ter beschikking.

Art. 4. De geneesheer en de psycholoog delen de pluridisciplinaire equipe uitsluitend de gegevens mee die onontbeerlijk zijn voor de besluitvoering.

HOOFDSTUK II. — *De toelating van de gehandicapten*

Art. 5. Het verzoek om toelating door de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger of de jeugdrechter overeenkomstig de bepalingen van het decreet wordt bij een ter post aangetekende brief aan het bestuur gericht of bij diens zetel tegen ontvangstbevestiging neergelegd.

Art. 6. Wanneer de pluridisciplinaire equipe de gehandicapte verzoekt een medisch examen af te leggen, specificeert dit verzoek de verkenningen, nasporingen en algemene of speciale medische onderzoeken die de geneesheer zal moeten uitvoeren.

Art. 7. Dit medisch onderzoek wordt door het bestuur aan de geneesheer vergoed voor een bedrag van 2 171 frank.

Art. 8. Wanneer de pluridisciplinaire equipe de gehandicapte verzoekt een psychologisch onderzoek af te leggen, specificeert dit verzoek de expertisetaak die van de psycholoog wordt verlangd.

Dit psychologisch onderzoek wordt door het bestuur aan de psycholoog vergoed voor een bedrag van :

4 342 frank voor een persoonlijksonderzoek;

1 861 frank voor een onderzoek naar het intellectuele potentieel van de gehandicapte.

Art. 9. De geneesheer-specialist of de psycholoog dienen binnen dertig dagen na de datum van het onderzoek, hun verzoek tot terugbetaling in bij, naar gelang van het geval, de geneesheer of de psycholoog van de pluridisciplinaire equipe. Het bestuur stort zijn tegemoetkoming binnen dertig dagen na de ontvangst van het onderzoeksverslag.

Art. 10. Het Collegelid stelt de lijst op met de psychologen die bevoegd zijn de psychologische onderzoeken af te nemen die door de toepassing van het decreet vereist zijn.

Deze psychologen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° voldoen aan de diplomavooraan de wet van 8 november 1993 houdende bescherming van de titel van psycholoog;

2° het bewijs leveren van een bijzondere kennis van gehandicapten, hetzij door zijn opleiding, hetzij door zijn beroepservaring;

3° het bewijs leveren van een opleiding en ervaring met het afnemen van projectietests;

4° een bewijs van goed zedelijk gedrag overleggen, waarvan de datum van aflevering niet ouder mag zijn dan drie maanden;

5° een activiteit op het gebied van het handicap uitoefenen;

6° geen lid zijn van de Raad van Bestuur of het personeel van een centrum, onderneming of dienst die door de Franse Gemeenschapscommissie krachtens het decreet wordt erkend, met uitzondering van een centrum voor gespecialiseerde beroepskeuzebegeleiding of een omscholingscentrum.

Art. 11. De psycholoog die op deze lijst wenst te worden opgenomen, dient zijn verzoek hiertoe per aangetekend schrijven in bij het bestuur.

Het Collegelid neemt binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het verzoek een beslissing.

Art. 12. Het bestuur brengt de psycholoog onverwijld bij een ter post aangetekende brief op de hoogte van de beslissing van het Collegelid.

De erkenning wordt van kracht op de datum van kennisgeving van deze beslissing.

Art. 13. Het Collegelid kan op voorstel van het bestuur op elk moment een psycholoog van de lijst schrappen die niet langer aan de voorwaarden van artikel 10 voldoet. Deze schrapping wordt van kracht op de datum van haar kennisgeving.

Indien de psycholoog niet langer aan de zesde voorwaarde van artikel 10 voldoet, brengt hij het bestuur onverwijld van dit feit op de hoogte en wordt hij automatisch van de lijst geschrapt, met inwerkingtreding op de datum van kennisgeving van de schrapping.

HOOFDSTUK III. — *Het globaal proces voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces*

Art. 14. 1° Teneinde het globaal proces van een gehandicapte op te stellen, overhandigt het bestuur hem informatie over de prestaties waarop hij kan rekenen en een vragenlijst betreffende de prestaties die hij zou willen ontvangen.

2° Wanneer het procesverzoek betrekking heeft op een inschakeling in het arbeidsproces, vermeldt de pluridisciplinaire equipe het eventuele bestaan van contra-indicaties aangaande de deficiënties en vaardigheden van de werknemer.

3° Wanneer het procesverzoek betrekking heeft op de opvang in een dag- of onthaalcentrum, dient het vergezeld te gaan van een gedetailleerd psychosociaal rapport van de mogelijkheid van opvang of onthaal. Dit rapport moet op collegiale wijze worden opgesteld door ten minste drie personen zonder enige band met een dag- of onthaalcentrum, die bovendien de titel van geneesheer, psycholoog of maatschappelijk assistent moeten dragen en door de gehandicapte vrij zijn gekozen.

Dit rapport raadt één of meerdere oriëntatievormen aan, een datum voor een eventuele herbeoordeling en de medische categorie bedoeld in artikel 3,7° van decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie. Het moet vóór de opvang of het onthaal worden opgesteld en mag niet dateren van meer dan zes maanden daarvoor.

Bij gebrek aan een dergelijk rapport vóór de opvang of het onthaal moet het verzoek vergezeld gaan van een attest dat vóór de opvang of het onthaal collegiaal werd opgesteld door ten minste drie personen zonder enige band met een dag- of onthaalcentrum, die bovendien de titel van geneesheer, psycholoog of maatschappelijk assistent moeten dragen en door de gehandicapte vrij zijn gekozen. Het bestuur bepaalt het model van dit attest.

Het gedetailleerde psychisch-medisch-sociale rapport dat heeft gediend voor de opstelling van het attest moet ten laatste binnen drie maanden aan het bestuur worden meegedeeld.

Art. 15. Wanneer de gehandicapte niet binnen drie maanden te rekenen vanaf het verzoek van het bestuur alle vereiste gegevens voor de bestudering van zijn aanvraag heeft ingediend, wordt de aanvraag als nietig beschouwd.

Art. 16. Wanneer de pluridisciplinaire equipe het globaal proces van een gehandicapte opstelt, aanvult of wijzigt, kan de verzochte hulp of tegemoetkoming slechts worden toegekend indien het handicap waarop zij betrekking heeft voor het eerst werd geconstateerd vóór de leeftijd van 65 jaar.

Art. 17. De pluridisciplinaire equipe kan :

1° het globaal proces van de gehandicapte wijzigen wanneer er een verandering optreedt in de situatie van deze persoon of wanneer nieuwe inlichtingen tot zijn kennis worden gebracht;

2° eventueel de termijn preciseren waarna hij zijn beslissing kan herevalueren.

Art. 18. De sommen die aan de gehandicapte verschuldigd zijn ter uitvoering van zijn globaal proces, worden aan hemzelf of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger uitbetaald.

De bewijsstukken van de uitgaven worden ten laatste binnen twaalf maanden te rekenen vanaf de uitvoering van de prestaties aan het bestuur overgedragen, op straffe van uitsluiting.

De betaling van de verschuldigde sommen geschiedt ten laatste binnen drie maanden te rekenen vanaf de indiening van de bewijsstukken bij het bestuur.

Wanneer het bestuur vóór de beslissing van de pluridisciplinaire equipe over de bewijsstukken beschikt, geschiedt de betaling van de verschuldigde sommen ten laatste binnen drie maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de pluridisciplinaire equipe.

HOOFDSTUK IV. — *Tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfkosten*

Sectie 1. — Tegemoetkoming in de verplaatsingskosten

Art. 19. Een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten die de gehandicapte maakt in het kader van de instelling van zijn globaal proces, zijn inschrijving op school, zijn beroepsopleiding, zijn inschakeling in het arbeidsproces of zijn deelname aan de activiteiten die worden georganiseerd door een vereniging zonder winstbejag of een door een Belgische autoriteit erkende instantie en die worden afgesloten met een getuigschrift als vrijwilliger, wordt door het bestuur toegekend aan de gehandicapte die voldoet aan de voorwaarden van artikel 24, 1° van het decreet.

Aangaande de verplaatsingskosten preciseert de tegemoetkomingsbeslissing de vervoerstypen die aanleiding kunnen geven tot een tegemoetkoming.

Art. 20. § 1. De verplaatsingskosten die in het kader van de instelling van het globaal proces in aanmerking worden genomen, hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte, op verzoek van het bestuur, tussen zijn woonplaats en de zetel van het bestuur of een centrum voor gespecialiseerde beroepskeuzebegeleiding of een omscholingscentrum dat erkend wordt door de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De verplaatsingskosten die in het kader van de inschrijving op school of een beroepsopleiding in aanmerking worden genomen, hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats van zijn inschrijving op school, behalve in het bijzondere en geïntegreerde onderwijs, of zijn beroepsopleiding, op basis van een heen- en terugreis per activiteitendag, met uitzondering van georganiseerd vervoer in de vorm van collectieve ophaling.

In afwijking van het voorgaande lid, wanneer een tegemoetkoming in de verblijfkosten wordt toegekend uit hoofde van sectie 2, wordt enkel een heen- en terugreis per activiteitenweek in aanmerking genomen.

§ 3. De verplaatsingskosten die in het kader van de inschakeling in het arbeidsproces in aanmerking worden genomen hebben als voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woon- en werkplaats, op basis van een heen- en terugreis per werkdag.

§ 4. De verplaatsingskosten die in aanmerking worden genomen in het kader van zijn deelname aan de activiteiten georganiseerd door een door een Belgische autoriteit erkende v.z.w. en afgesloten met een attest als vrijwilliger, hebben tot voorwerp :

de verplaatsingen van de gehandicapte tussen zijn woonplaats en de plaats van zijn schoolactiviteiten, op basis van een heen- en terugreis per activiteitendag.

Art. 21. § 1. Voor de verplaatsingen die gebeuren via een door de gehandicapte bestuurd particulier vervoermiddel, wordt de tegemoetkoming berekend op basis van de afstand en het belastbaar vermogen van het gebruikte vervoermiddel, zonder dat rekening wordt gehouden met het belastbaar vermogen van meer dan 7 PK en volgens de percentages die vermeld staan in de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot bepaling van de algemene reglementering inzake de reiskosten.

Voor de berekening van de afstanden wordt rekening gehouden met de werkelijke afstand.

§ 2. Wanneer de gehandicapte door een derde met een particulier vervoermiddel gebracht wordt, kunnen de verplaatsingskosten die deze derde maakt om de gehandicapte naar zijn plaats van activiteit of gelijkaardig te brengen, en om de gehandicapte nadien weer op te halen en terug te brengen naar zijn woonplaats, in aanmerking worden genomen onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien in § 1.

§ 3. In geval van verplaatsingen met een taxi is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die bepaald werd door de geldende reglementering in de zone waar de rit begint.

§ 4. Verplaatst men zich in een aangepaste minibus van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel, dan is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die men de gehandicapte aanrekent voor de rit.

§ 5. Voor de verplaatsingen met het openbaar vervoer in gezelschap van een derde is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die de derde persoon wordt aangerekend om de gehandicapte van zijn woonplaats naar zijn plaats van activiteit of soortgelijk te brengen, terug naar het vertrekpunt te gaan, de gehandicapte opnieuw te gaan halen en hem naar zijn woonplaats te brengen, waarbij de maandelijkse vergoeding niet meer mag bedragen dan de prijs van een maandabonnement zoals vastgesteld door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel.

Art. 22. Van de tegemoetkoming door het bestuur worden afgehouden : de wettelijke of reglementaire tegemoetkoming in de kosten die de gehandicapte maakt om zich naar zijn plaats van activiteit of soortgelijk te begeven en de kosten van de verplaatsingen indien deze met het openbaar vervoer hadden plaatsgehad.

Sectie 2. — De tegemoetkoming in de verblijfkosten

Art. 23. Een vergoeding voor de verblijfkosten die de gehandicapte maakt in het kader van zijn inschrijving op school, behalve in bijzonder en geïntegreerd onderwijs, wordt door het bestuur toegekend onder de voorwaarden van het besluit, mits de gehandicapte omwille van zijn deficiëntie niet in staat is zich elke dag naar zijn plaats van activiteit te begeven of mits de vergoeding voor de verblijfkosten lager is dan de tegemoetkoming die zou zijn toegekend voor de dagelijkse verplaatsingskosten uit hoofde van sectie één van dit hoofdstuk.

Art. 24. De door het bestuur toegekende vergoeding wordt vastgesteld op 513 frank per activiteitendag.

Art. 25. Van de tegemoetkoming door het bestuur worden afgehouden : de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen in de kosten die de gehandicapte voor zijn verblijf maakt.

Sectie 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 26. Het verzoek om een tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfkosten wordt door de gehandicapte bij het bestuur ingediend op het door laatstgenoemde opgestelde document.

De tegemoetkoming vangt ten vroegste aan op de datum van ontvangst van het verzoek door het bestuur.

Art. 27. De tegemoetkoming kan enkel worden betaald aan het einde van iedere maand op voorlegging van de bewijsstukken die door het bestuur zijn vastgesteld en die desbetreffend de staten bevatten van de aanwezigheid van de gehandicapte op school, zijn beroepsopleiding, zijn activiteiten of examens of de staten van de prestaties van de werknemer.

In afwijking van artikel 18, lid 3, verricht het bestuur de betaling binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van deze, naar behoren ingevulde, documenten.

HOOFDSTUK V. — Individuele bijstand voor de integratie

Art. 28. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces via één van de volgende activiteiten :

- 1° het verrichten van betaald werk;
- 2° het volgen van een beroepsopleiding;
- 3° het volgen van een studie of een leervorm die erkend wordt door de autoriteiten;
- 4° de situatie van kinderen die nog niet leerplichtig zijn wordt hieraan gelijkgesteld;
- 5° aanhoudende inspanningen om te worden ingeschakeld op de arbeidsmarkt;
- 6° het beheer van het huishouden of de daadwerkelijke verrichting van huishoudelijke taken;
- 7° het bezoek aan een dagcentrum op voorwaarde dat de bijstand ertoe bijdraagt dat de gehandicapte thuis kan blijven wonen;
- 8° deelname aan sociale activiteiten, afgerond met een attest als vrijwilliger.

Art. 29. De gehandicapten kunnen in aanmerking komen voor een tegemoetkoming in de kosten van individuele bijstand bij hun integratie in de gevallen en onder de voorwaarden voorzien in bijlage 1.

In de gevallen die niet in bijlage 1 worden voorzien, kan het Collegelid op voorstel van het Bestuur een tegemoetkoming toekennen in de tenlasteneming van individuele bijstand voor de integratie.

Art. 30. De tegemoetkomingen in de individuele bijstand voor de sociale integratie of inschakeling in het arbeidsproces worden door het bestuur slechts toegekend indien de door hen gedekte kosten niet reeds werden vergoed :

- 1° uit hoofde van een wet die het herstel organiseert van de aantasting van de lichamelijke integriteit en de daaruit voortvloeiende kosten, met name de bepalingen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid;
- 2° die onder de bevoegdheid valt van andere overheidsdiensten dan de Franse Gemeenschapscommissie, uit hoofde van nationale of supranationale, decretale of ordonnantiële wettelijke bepalingen.

Wanneer de door het bestuur toegekende tegemoetkomingen mogelijk het voorwerp zullen uitmaken van een vergoeding uit hoofde van de bovengenoemde wetten en voorschriften, geven de gehandicapten dit aan het bestuur op en stellen zij laatstgenoemde in hun rechten voor de betaalde tegemoetkomingen.

De aan het bestuur toegekende subrogatie blijft evenwel beperkt tot de sommen die uitstijgen boven 100 % van de daadwerkelijk gemaakte kosten.

Art. 31. In geen geval kan de tegemoetkoming betrekking hebben op :

- 1° de apparatuur voor de medische of paramedische behandeling of voor het behoud van de lichamelijke conditie;
- 2° de diensten gepresteerd door natuurlijke of rechtspersonen, behalve degene die worden genoemd in bijlage 1;
- 3° de geleende, gehuurde of geleasede bijstand aan gehandicapten;
- 4° de materiële bijstand van de schooluitrusting die op school of een equivalent hiervan wordt gebruikt, inzonderheid alle materiële bijstand om de lessen te volgen, collegegeld en handleidingen, behalve indien de materiële bijstand in direct verband staat tot de integratie van de leerling in het gewone onderwijs;
- 5° materiële bijstand die uitsluitend gebruikt wordt in dag- of onthaalcentra of in bijzonder of geïntegreerd onderwijs.

Art. 32. Het bestuur kan tegemoetkomen in in het buitenland gekochte materiële bijstand indien deze bijstand in België niet of moeilijk verkrijgbaar is. Haar kostprijs mag niet hoger zijn dan degene die in België voor vergelijkbare bijstand wordt aangerekend.

Art. 33. Indien de kostprijs van een materiële bijstand hoger uitvalt dan 20 000 frank, kan het bestuur van de aanvrager verzoeken offertes van verschillende leveranciers en een uitleg van de leveranciers omtrent de doeltreffendheid en de bijzondere eigenschappen van de gewenste materiële bijstand voor te leggen.

Art. 34. De tegemoetkoming kan de kosten van de individuele bijstand voor de integratie deels of in hun geheel dekken.

Het bestuur kan beslissen tot een bijzondere tegemoetkoming op basis van een vergelijking van de kosten van de bijstand die op de markt beschikbaar is, rekening houdend met de eigenschappen en kwaliteiten van deze bijstand; de tegemoetkoming kan in geen geval hoger uitvallen dan de in bijlage 1 vastgestelde maxima.

Art. 35. Ingeval de aankopen, werkzaamheden of diensten worden verricht vóór de indiening van het verzoek om een tegemoetkoming, kan de prestatie slechts aanleiding geven tot de tegemoetkoming indien deze wordt aangevraagd binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de datum van aankoop of het begin van de dienstverlening of de werkzaamheden.

Ingeval de aankopen, werkzaamheden of diensten worden verricht na de indiening van het verzoek om een tegemoetkoming :

1° moeten de aankopen en diensten in elk geval ten laatste binnen een termijn van een jaar geschieden, te rekenen vanaf de datum van de beslissing tot vaststelling van het bedrag van de tegemoetkoming. Deze bepaling geldt niet voor prestaties met een permanent karakter, zoals voorzien in de beslissing tot tegemoetkoming;

2° moeten de werkzaamheden ten laatste worden aangevangen binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de datum van de beslissing en worden afgerond binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van de beslissing.

Art. 36. In afwijking van artikel 18, lid 2, vangt de termijn voor indiening van de bewijsstukken, indien de facturen betrekking hebben op aankopen, werkzaamheden of diensten vóór de datum van beslissing omtrent de tegemoetkoming, op straffe van uitsluiting aan op de datum van kennisgeving van de beslissing.

Art. 37. Indien het bestuur constateert dat een verzoek om tegemoetkoming in de kosten van een individuele bijstand aan de integratie weliswaar beantwoordt aan de voorwaarden in dit hoofdstuk maar dat deze bijstand niet in bijlage 1 wordt genoemd of, indien ze er wel in figureert maar het verzoek om tenlasteneming niet voldoet aan bepaalde voorwaarden die in deze bijlage worden genoemd, kan het bestuur het advies inroepen van specialisten of technici, teneinde te kunnen oordelen over de gegrondheid van de tegemoetkoming in de gewenste individuele bijstand voor de integratie en over haar noodzaak ten aanzien van het handicap van de aanvrager, en desbetreffend de voorwaarden en modaliteiten van de tegemoetkoming te preciseren.

Art. 38. De in artikel 37 bedoelde specialisten en technici kunnen niet verbonden zijn aan leveranciers van individuele bijstand voor de integratie. Zij geven hun advies binnen de maand van het verzoek hierom door het bestuur. Hiertoe wordt hen een forfaitaire vergoeding van 1 241 frank toegekend per advies, behalve indien deze specialisten of technici tot een openbaar bestuur behoren.

Art. 39. In de in bijlage 1 voorziene gevallen moet de individuele bijstand voor de integratie die het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming door het bestuur en die niet langer wordt gebruikt, door de gehandicapte of diens rechthebbende worden geschonken aan een centrum, een onderneming of een dienst voor gehandicapten die wordt erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK VI. — *De tegemoetkomingen voor de centra, ondernemingen en diensten die gehandicapten opvangen*

Sectie 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 40. Teneinde de tegemoetkoming te bepalen waarop het centrum, de onderneming of de dienst die een gehandicapte opvangt recht heeft, neemt de pluridisciplinaire equipe op collegiale wijze een beslissing omtrent elk verzoek met betrekking tot :

- 1° een omscholingsovereenkomst;
- 2° een tewerkstellingspremie;
- 3° een vestigingspremie;
- 4° een aanpassing van de werkpost;
- 5° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onderneming met aangepast werk;
- 6° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een dagcentrum;
- 7° een tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onthaalcentrum,

mits het globaal proces dat in overleg met de gehandicapte is ingesteld de gegrondheid van één van deze prestaties heeft aangetoond.

Elke tegemoetkoming in verband met punt 2°, 3° en 5° van het voorgaande lid, wordt toegekend op voorwaarde dat de onderneming de bepalingen respecteert van de paritaire commissie die bevoegd is ten aanzien van de betrokken werknemers.

Sectie 2. — De omscholingsovereenkomst

Art. 41. De pluridisciplinaire equipe beslist omtrent het verzoek van de gehandicapte om met de werkgever van zijn keuze een omscholingsovereenkomst te sluiten.

Art. 42. De omscholingsovereenkomst wordt opgesteld in drie exemplaren, waarvan één voor elk van de partijen en de derde voor het bestuur dat haar moet erkennen.

De overeenkomst wordt door de partijen ten laatste op de eerste dag van uitvoering van de overeenkomst getekend.

Haar model wordt vastgelegd in bijlage 2.

Art. 43. De duur van de omscholingsovereenkomst wordt bepaald op maximaal een jaar. Indien het omscholingsprogramma of de aard van het handicap van de werknemer het rechtvaardigt, kan zij per periode van maximaal een jaar worden verlengd, tot een totaal maximum van drie jaar.

In een onderneming met aangepast werk wordt deze totale duur opgevoerd tot vijf jaar, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 21 van het besluit van het College van....2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk.

De omscholingsovereenkomst voorziet in een proefperiode van zeven kalenderdagen bij een duur van maximaal zes maanden. Deze proefperiode kan niet minder duren dan zeven kalenderdagen noch, in de overige gevallen, langer dan een maand. Ze kan niet worden verlengd om redenen van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 44. § 1. De werkgever verbindt er zich toe :

- 1° de werknemer een daadwerkelijke beroepsopleiding te geven;
- 2° persoonlijk toe te zien op de uitvoering van de overeenkomst of één van zijn personeelsleden aan te duiden die zal instaan voor de opvolging van de omscholing van de werknemer;
- 3° te waken over de gezondheid en de veiligheid van de werknemer en bijzondere aandacht te besteden aan de moeilijkheden die hij, omwille van zijn handicap, zou kunnen ondervinden;
- 4° de in artikelen 47 tot 50 bedoelde bezoldiging te betalen indien de werkgever geen onderneming met aangepast werk is, of de bezoldiging bedoeld in artikel 32 van het besluit van het College van....2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk, indien de werkgever een onderneming met aangepast werk is;
- 5° de wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen in de onkosten te betalen die de werknemer maakt om zich naar zijn werkplaats te begeven;
- 6° het bewijs te leveren dat hij tegenover de werknemer de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de hem als werkgever opgelegde wettelijke of reglementaire bepalingen;
- 7° het bestuur onmiddellijk op de hoogte te brengen van iedere betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst;
- 8° het bestuur alle bewijsstukken voor te leggen waar het om verzoekt;
- 9° de vertegenwoordiger van het bestuur toe te laten de nodige onderzoeken en controles te verrichten bij de onderneming of op de werkplaats.

§ 2. De werknemer verbindt er zich toe :

- 1° in orde te zijn met de geldende arbeidsreglementering en het beroepsgeheim te eerbiedigen;
- 2° te handelen overeenkomstig de richtlijnen die hem werden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° de voorschriften inzake veiligheid en hygiëne te eerbiedigen;
- 4° het bestuur onmiddellijk op de hoogte te brengen van iedere betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

§ 3. Het bestuur :

- 1° volgt de uitvoering van de overeenkomst op;
- 2° ziet toe op de geschiktheid van het omscholingsprogramma;
- 3° zorgt voor overleg in geval van betwisting;
- 4° bepaalt het bedrag van de vergoeding.

Art. 45. De uitvoering van de overeenkomst wordt opgeschort wanneer één van beide partijen zich in de onmogelijkheid bevindt tijdelijk de uitvoering van de overeenkomst na te komen, meer bepaald in geval van gedwongen werkloosheid of arbeidsongeschiktheid.

De betrokken partij moet deze onmogelijkheid bewijzen en, wanneer deze het gevolg is van arbeidsongeschiktheid van de werknemer, een medisch attest voorleggen.

Ingeval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst, wordt de overeenkomst verlengd voor eenzelfde duur als die van de opschorting.

De opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst moeten door de betrokken partij onverwijld aan het bestuur meegedeeld worden.

Art. 46. Onverminderd de algemene wijzen voor de uitdoving van de verplichtingen en op voorwaarde dat het bestuur op voorhand op de hoogte wordt gebracht, wordt aan de overeenkomst een einde gesteld vóór het verstrijken van de voorziene termijn :

- 1° wanneer de opschorting van de overeenkomst meer dan drie maanden duurt;
 - 2° met instemming van beide partijen;
 - 3° met instemming van de werkgever :
in dit geval mag de werkgever de overeenkomst slechts verbreken na de proefperiode en middels een vooropzeg van zeven dagen te rekenen vanaf de maandag die volgt op de week waarin hij de vooropzeg gaf;
 - 4° met instemming van de werknemer.
- Aan de overeenkomst wordt eveneens een einde gesteld vóór de voorziene termijn :
- 1° bij overname van de onderneming of de stopzetting van haar activiteit;
 - 2° als beide partijen bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gebracht worden van het feit dat het bestuur de erkenning van de overeenkomst heeft ingetrokken, indien de werknemer geen blijk geeft van de nodige vaardigheden het normale verloop van de omscholing tot een goed einde te brengen of indien één van beide partijen haar verplichtingen niet nakomt.

Wanneer het bestuur tot de bevinding komt dat de werkgever zijn contractuele verplichtingen niet langer nakomt en dat de overeenkomst daarom ten einde loopt vóór de voorziene termijn, moet de werkgever de werknemer een schadeloosstelling betalen gelijk aan de bezoldiging van de zeven werkdagen.

Art. 47. Het deel van de vergoeding dat ten laste van de werkgever komt, « aanvullende tegemoetkoming » geheten, wordt hem door het bestuur terugbetaald op overlegging van de door laatstgenoemde bepaalde en door de werkgever ingediende bewijsstukken.

Art. 48. Het deel van de vergoeding dat niet door het bestuur aan de werkgever wordt terugbetaald, heet « schadeloosstelling ».

Behalve in ondernemingen met aangepast werk, wordt deze vastgesteld op 40 frank per daadwerkelijk gepresteerd of gelijkgesteld uur gedurende het eerste jaar van de omscholing. Dit bedrag wordt opgevoerd tot 60 frank vanaf het tweede jaar van de omscholing.

Art. 49. De aanvullende tegemoetkoming wordt vastgesteld op 75 % van het minimaal maandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende tegemoetkoming op uurbasis is gelijk aan driemaal het minimaal maandinkomen gedeeld door 13 x 38. Zij wordt uitbetaald voor de daadwerkelijk gepresterde of gelijkgestelde uren.

Art. 50. Deze tegemoetkoming wordt verminderd met :

- 1° de wettelijke of reglementaire ouderdomspensioenen en de hieraan verbonden voordelen;
- 2° de uitkeringen, toelagen en lijfrentes die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen of krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor beroepsziekten en de preventie ervan;
- 3° de uitkeringen toegekend aan de gehandicapte die het slachtoffer is van een ongeval, krachtens artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of krachtens iedere andere overeenkomstige buitenlandse wetgeving;
- 4° de krachtens de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering toegekende uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid;
- 5° de werkloosheidsuitkeringen die worden toegekend krachtens de reglementering op de tewerkstelling en de werkloosheid;
- 6° de vervangingsinkomens die zijn toegekend krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de toelagen aan gehandicapten of de gewone of bijzondere toelagen die toegekend zijn krachtens de wet van 27 juni 1969 inzake de toekenning van toelagen aan gehandicapten.

Wanneer een van de in het hierboven vermelde lid bedoelde tegemoetkomingen uitbetaald wordt in kapitaal of in de vorm van terugkoopwaarde, dan gelden de bepalingen bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de toelagen aan gehandicapten.

Art. 51. De werkgever bezorgt het bestuur een driemaandelijks staat van de sociale zekerheidsbijdragen die hij aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid heeft betaald.

Het bestuur stelt het model van dit document op.

Op basis van deze staat betaalt het bestuur aan de werkgever het bedrag van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die betrekking hebben op de aanvullende tegemoetkoming.

Art. 52. De in artikel 47 en het onderhavige artikel bedoelde documenten moeten, op straffe van uitsluiting, ingediend worden binnen een jaar na het verstrijken van de maand of het kwartaal waarop ze betrekking hebben.

Het bestuur betaalt de tegemoetkoming binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de dag dat deze naar behoren ingevulde documenten werden ontvangen.

De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de ondernemingen met aangepast werk.

Sectie 3. — De tewerkstellingspremie

Art. 53. De tewerkstellingspremie wordt na onderzoek vastgesteld, rekening houdend met de indicaties en contra-indicaties aangaande de deficiënties en vaardigheden van de werknemer, de vereisten van de werkpost en het advies van de arbeidsgeneesheer.

Art. 54. De aanvraag van de werkgever wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd. Het advies van de arbeidsgeneesheer, bedoeld in artikel 53, wordt onder vertrouwelijke omslag verstuurd naar de geneesheer van de pluridisciplinaire equipe.

De pluridisciplinaire equipe :

- 1° beslist over de aanvraag van de werkgever;
- 2° stelt zonodig een percentage rendementsverlies vast op basis van het bijlage 3 gegeven beoordelingsrooster.

Art. 55. De door het bestuur toegekende tegemoetkoming stemt overeen met het percentage rendementsverlies dat wordt toegepast op de bezoldiging van de werknemer. Onder bezoldiging wordt het bruto maandinkomen verstaan dat daadwerkelijk door de werkgever werd betaald, tot een maximum van drie maal het gemiddelde minimaal maandinkomen zoals gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De tegemoetkoming mag niet hoger liggen dan 65 % van de bezoldiging van de werknemer.

Voor de berekening van de tewerkstellingspremie worden evenwel de verminderingen of vrijstellingen van sociale lasten en de andere tegemoetkomingen in de bezoldiging die kunnen worden toegekend krachtens de federale of gewestelijke bepalingen, van de in aanmerking genomen bezoldiging afgetrokken.

Art. 56. De beslissing tot toekenning van de tewerkstellingspremie wordt ter kennis gebracht van de werkgever binnen vijftien dagen volgend op de datum van de beslissing. Zij wordt toegekend voor maximaal één jaar te rekenen vanaf de datum van de aanvraag.

Zij kan evenwel hernieuwd worden op basis van een blijvend rendementsverlies van de werknemer.

Deze beslissing kan eveneens aanleiding geven tot een verplichte sociale begeleiding door een dienst die een overeenkomst heeft gesloten of die erkend is door het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 57. De tewerkstellingspremie wordt aan de werkgever uitbetaald aan het einde van elke maand, op voorlegging van de door het bestuur vastgestelde bewijsstukken.

Deze documenten moeten op straffe van uitsluiting worden ingediend binnen een termijn van twaalf maanden na het einde van de maand waarop ze betrekking hebben.

De tewerkstellingspremie wordt door het bestuur uitbetaald binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze naar behoren ingevulde documenten.

Art. 58. In afwijking van artikel 57 gelden, indien de tewerkstellingspremie betrekking heeft op een werknemer van een onderneming met aangepast werk, de bepalingen van artikel 42 van het besluit van het College van ...2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk.

Art. 59. Komen niet in aanmerking voor de tewerkstellingspremie :

1° de werkgevers die één of meerdere werknemers hebben ontslagen indien dit ontslag abusief was in de zin van de eerste twee leden van artikel 63 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° de werkgevers die niet voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden die zij moeten vervullen als werkgever;

3° de publiekrechtelijke werkgevers die per groep van 20 voltijdse betrekkingen nog niet één gehandicapte, opgenomen volgens de federale, gemeenschaps- en gewestelijke reglementering, tewerkstellen.

Komen niet in aanmerking hiervoor, de banen die voorbehouden zijn aan het medisch, verplegend en verzorgend personeel, aan politieagenten en brandweermannen.

De tewerkstellingspremie wordt toegekend aan die werkgevers voor iedere bijkomende verbintenis m.b.t. deze norm.

Art. 60. De volgende werkgevers kunnen in de onderstaande gevallen geen aanspraak maken op de tegemoetkoming :

1° de ondernemingen met aangepast werk : voor de gehandicapte werknemers voor wie een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten wordt toegekend door een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van gehandicapten, in zoverre deze tegemoetkoming geen betrekking heeft op het begeleidingspersoneel;

2° de werkgevers : voor een werknemer die voldoet aan de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging vanwege de R.V.A. voor moeilijk te plaatsen werklozen;

3° de werkgevers : voor een werknemer voor wie ze kunnen profiteren van tegemoetkomingen vanwege een gewestelijke of gemeenschapsinstelling belast met de integratie van gehandicapten krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende de bezoldigingsgraad voor gehandicapten die een gewone arbeidsfunctie uitoefenen of krachtens iedere andere reglementaire bepaling ter compensatie van het tijdelijk of blijvend rendementsverlies van een werknemer.

Sectie 4. — De vestigingspremie

Art. 61. De aanvraag voor een vestigingspremie wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd.

Na onderzoek beslist de pluridisciplinaire equipe over de aanvraag, rekening houdend met :

1° de indicaties en contra-indicaties op beroepsvlak voortvloeiend uit de deficiënties en vaardigheden van de aanvrager en uit de vereisten van het beoogde werk;

2° de beroepsbekwaamheid van de aanvrager;

3° de technische, economische, financiële en sociale haalbaarheid van het project van de aanvrager door de voorlegging van met name een beginsituatie en een verwachte staat van de geraamde uitgaven en inkomsten voor de eerste twee dienstjaren van de onderneming;

4° de mogelijkheid voor de aanvrager om zijn project te laten opvolgen door een begeleidingscel bij de oprichting van een onderneming op initiatief van het Instituut voor de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen vijftien dagen volgend op de datum van de beslissing.

Art. 62. De pluridisciplinaire equipe stelt zonodig een percentage rendementsverlies vast op basis van het bijlage 3 gegeven beoordelingsrooster.

De door het bestuur toegekende tegemoetkoming stemt overeen met het resultaat van dit percentage dat wordt toegepast op het gemiddeld minimaal maandinkomen zoals gewaarborgd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, tot een maximum van 50 %.

Art. 63. De vestigingspremie wordt verleend voor een periode van zes maanden en kan drie maal hernieuwd worden, overeenkomstig de voorwaarden van artikel 61.

De periode waarop de tegemoetkoming betrekking heeft, mag niet aanvangen vóór de dag waarop de aanvraag ontvangen werd.

Art. 64. Worden van de tegemoetkoming uitgesloten :

1° de aanvrager die niet voldoet aan alle wettelijke en reglementaire voorwaarden m.b.t. de uitoefening van de bedoelde beroepsactiviteit;

2° de aanvrager die bovenop zijn activiteit als zelfstandige een andere bezoldigde, minstens halftijdse activiteit uitoefent.

Art. 65. De vestigingspremie wordt uitbetaald aan het einde van elke maand, op voorlegging van een verklaring van voortzetting van de activiteit.

Sectie 5. — De aanpassing van de werkpost

Art. 66. De aanvraag voor een aanpassing van de werkpost wordt bij een ter post aangetekende brief verstuurd naar het bestuur, op het document dat laatstgenoemde daartoe heeft bestemd :

1° door een werkgever die een werknemer in dienst heeft volgens een arbeidsovereenkomst of omscholingsovereenkomst;

2° door een zelfstandige werknemer;

3° door een instantie die een gehandicapte een beroepsopleiding geeft zoals voorzien in het globaal proces.

Art. 67. Na onderzoek beslist de pluridisciplinaire equipe over de aanvraag, rekening houdend met :

1° de indicaties en contra-indicaties op beroepsvlak voortvloeiend uit de deficiënties en vaardigheden van de aanvrager en uit de vereisten van het beoogde werk;

2° de beschrijving van de werkpost en de verwachte aanpassingen.

De beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen 15 dagen volgend op de datum van de beslissing.

De aanvraag mag geen betrekking hebben op de aanpassing van een werkpost die meer dan twaalf maanden vóór de ontvangstdatum van de aanvraag uitgevoerd is.

Art. 68. Om aanspraak te maken op een tegemoetkoming van het bestuur, moet elke in artikel 66 bedoelde aanvrager zich ertoe verbinden :

1° het bestuur op de hoogte te brengen als er een aangepaste werkpost, waarvoor een tegemoetkoming verleend wordt, vrijkomt;

2° bij voorrang iedere aangepaste werkpost voorbehouden aan een andere gehandicapte werknemer die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet.

Art. 69. Om aanspraak te maken op een tegemoetkoming van het bestuur, moet de in artikel 66, lid 1, 1° bedoelde aanvrager zich ertoe verbinden de werknemer, voor wie een werkpost werd aangepast, in dienst te houden gedurende minstens zes maanden vanaf de datum van de aanpassing als de tegemoetkoming van het bestuur minder dan 100 000 frank bedraagt en gedurende minstens één jaar als zij 100 000 frank of meer bedraagt;

Art. 70. De gekweten facturen met betrekking tot de aangepaste werkpost moeten, op straffe van uitsluiting, ten laatste binnen twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de beslissing worden ingediend.

De tegemoetkoming van het bestuur wordt uitbetaald binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze documenten.

Sectie 6. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onderneming met aangepast werk

Art. 71. De onderneming met aangepast werk dient binnen een termijn van drie werkdagen na de datum van aanstelling van de werknemer bij het bestuur een aanvraag in voor een tegemoetkoming in verband met de tenlasteneming van een gehandicapte, op het hiertoe door het bestuur bestemde document.

De tegemoetkoming wordt ten vroegste op de datum van aanstelling van de werknemer van kracht.

Art. 72. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de voorwaarden en modaliteiten waartegen de tegemoetkoming wordt toegekend, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van het College van.. betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk;

3° stelt de beroepsbekwaamheidscategorie vast van de werknemer in de onderneming met aangepast werk, zoals bedoeld in artikel 20 van hetzelfde besluit;

4° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Sectie 7. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een dagcentrum

Art. 73. De aanvraag voor een tegemoetkoming moet door het dagcentrum worden ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door het bestuur wordt opgesteld, ten laatste tien dagen na de opvang van de gehandicapte.

Op straffe niet ontvankelijk te worden verklaard, verklaart het centrum een exemplaar te hebben ontvangen van het rapport of attest bedoeld in artikel 14, lid 2 of 4.

Deze aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van het dagcentrum ter rechtvaardiging van de opvang van de gehandicapte ten aanzien van zijn aanvraag en het collectieve project van het centrum.

Als de aanvraag voor een tegemoetkoming ten doel heeft af te wijken van de voorwaarden inzake leeftijd, zoals voorzien in de erkenning van het dagcentrum, dient deze vergezeld te gaan van een rechtvaardiging van het behoud van de opvang :

1° hetzij vanwege de noodzaak om een schoolcyclus te voltooien;

2° hetzij vanwege de onmogelijkheid om een ander dagcentrum te vinden. In dit laatste geval wordt de afwijking toegekend voor maximaal een jaar en bij wijze van uitzondering, indien het verzoek hiertoe naar behoren wordt gemotiveerd, voor een tweede jaar.

Art. 74. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de financiële bijdrage ten laste van de gehandicapte, overeenkomstig artikelen 76 en 77;

3° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Vóór het verstrijken van deze termijn overhandigt het dagcentrum het bestuur een gedetailleerd psychisch-medisch-sociaal rapport dat het behoud van de beslissing al dan niet rechtvaardigt.

Art. 75. Indien de tegemoetkoming wordt toegewezen, wordt deze ten vroegste van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het dagcentrum.

Indien de tegemoetkoming wordt geweigerd, wordt deze van kracht op de datum van kennisgeving.

In afwijking van lid 2, indien het globaal proces bedoeld in artikel 14 niet de gegrondheid van de opvang aantoonst of indien het dagcentrum de in de beslissing tot erkenning van het dagcentrum bepaalde opvangcapaciteit overschrijdt, wordt de weigering tot tegemoetkoming van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het dagcentrum.

Art. 76. Het dagcentrum int bij de gehandicapte de forfaitaire financiële bijdrage bedoeld in artikel 74, lid 1, 2°.

Voor een gehandicapte die voltijds wordt opgevangen, wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 150 frank per aanwezige dag indien hij jonger is dan 21 jaar en op 280 frank per aanwezige dag indien hij ouder is dan 21 jaar.

Voor een gehandicapte die een halve dag wordt opgevangen (hetzij vóór 13 uur, hetzij na 13 uur), wordt de in het eerste lid voorziene financiële bijdrage met de helft verlaagd.

Op voorwaarde dat hij het vervoermiddel gebruikt dat door het dagcentrum wordt georganiseerd, draagt de gehandicapte tevens bij in de vervoerkosten, voor een bedrag van 70 frank per dag ingeval van verplaatsingen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voor 100 frank per dag ingeval van verplaatsingen buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 77. Indien de gehandicapte zich zijn financiële bijdrage niet kan veroorloven, kan hij een verzoek indienen voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijsstukken.

Op basis van deze elementen stelt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte vast, rekening houdend met zijn inkomsten en gezinslasten.

Sectie 8. — De tegemoetkoming met betrekking tot een tenlasteneming van een gehandicapte in een onthaalcentrum

Art. 78. De aanvraag voor een tegemoetkoming moet door het onthaalcentrum worden ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door het bestuur wordt opgesteld, ten laatste tien dagen na de opvang van de gehandicapte.

Op straffe niet ontvankelijk te worden verklaard, verklaart het centrum een exemplaar te hebben ontvangen van het rapport of attest bedoeld in artikel 14, lid 2 of 4.

Deze aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van het onthaalcentrum ter rechtvaardiging van het onthaal van de gehandicapte ten aanzien van zijn aanvraag en het collectieve project van het onthaalcentrum.

Als de aanvraag voor een tegemoetkoming ten doel heeft af te wijken van de voorwaarden inzake leeftijd, zoals voorzien in de erkenning van het onthaalcentrum, dient deze vergezeld te gaan van een rechtvaardiging van het behoud van de opvang :

1° hetzij vanwege de noodzaak om een schoolcyclus te voltooien;

2° hetzij vanwege de onmogelijkheid om een ander onthaalcentrum te vinden. In dit laatste geval wordt de afwijking toegekend voor maximaal een jaar en bij wijze van uitzondering, indien het verzoek hiertoe naar behoren wordt gemotiveerd, voor een tweede jaar.

Art. 79. De pluridisciplinaire equipe :

1° beslist over de aanvraag voor een tegemoetkoming;

2° bepaalt de financiële bijdrage ten laste van de gehandicapte, overeenkomstig artikelen 81 tot 83;

3° preciseert desgevallend de termijn waarna zij de beslissing omtrent de tegemoetkoming opnieuw kan beoordelen.

Vóór het verstrijken van deze termijn overhandigt het onthaalcentrum het bestuur een gedetailleerd psychisch-medisch-sociaal rapport dat het behoud van de beslissing al dan niet rechtvaardigt.

Art. 80. Indien de tegemoetkoming wordt toegewezen, wordt zij ten vroegste van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het onthaalcentrum.

Indien de tegemoetkoming wordt geweigerd, wordt deze weigering van kracht op de datum van kennisgeving.

In afwijking van lid 2, indien het globaal proces bedoeld in artikel 14 niet de gegrondheid van de opvang aantoonst of indien het onthaalcentrum de in de beslissing tot erkenning van het onthaalcentrum bepaalde opvangcapaciteit overschrijdt, wordt de weigering tot tegemoetkoming van kracht op de datum van tenlasteneming van de gehandicapte door het onthaalcentrum.

Art. 81. § 1^{er} Het onthaalcentrum int bij de gehandicapte de forfaitaire financiële bijdrage bedoeld in artikel 79, lid 1, 2°.

§ 2 Voor een gehandicapte van minder dan 21 jaar die kinderbijslag geniet, geldt de financiële bijdrage per onthaalnacht en stemt zij overeen met 2/3 van de gewone kinderbijslag verhoogd met supplementen omwille van de leeftijd van de gehandicapte en eventueel ook omwille van het bestaan van een handicap, zonder dat dit bedrag lager kan uitvallen dan 150 frank per nacht.

Indien het een wees, een kind van een invalide werknemer, het kind van een gepensioneerde of het kind van een langer dan 6 maanden werkloze werknemer betreft, is de financiële bijdrage dezelfde als wanneer de persoon niet tot één van deze categorieën zou behoren.

Voor een gehandicapte van minder dan 21 jaar die geen kinderbijslag ontvangt, wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 450 frank per nacht.

§ 3. Voor een gehandicapte van meer dan 21 jaar wordt de financiële bijdrage vastgesteld op 1 000 frank per onthaalnacht. Een minimumsom van 5 000 frank per maand blijft ter beschikking van de gehandicapte. Voor de werknemers wordt deze som gebracht op een derde van het netto maandinkomen, zonder lager te kunnen uitvallen dan 6 500 frank.

Art. 82. De gehandicapte die zowel in het dag- als in het onthaalcentrum wordt opgevangen, draagt bij in zijn tenlasteneming in beide centra.

De financiële bijdrage voor de tenlasteneming overdag wordt evenwel afgetrokken van die voor het onthaal 's nachts. Deze bijdrage wordt door het dagcentrum aan het onthaalcentrum gefactureerd.

Art. 83. Indien de gehandicapte zijn financiële bijdrage niet kan betalen, kan hij bij het bestuur een verzoek indienen voor een verlaagd tarief. Dit verzoek wordt vergezeld van alle bewijzen dat hij een van de in artikel 81 genoemde tarieven niet kan betalen.

Op basis van deze elementen stelt de pluridisciplinaire equipe de financiële bijdrage van de gehandicapte persoon vast, rekening houdend met zijn daadwerkelijke inkomsten en gezinslasten.

HOOFDSTUK VII. — *Herbeoordeling*

Art. 84. Het verzoek om herbeoordeling wordt door de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger per aangetekende brief bij het bestuur ingediend binnen een maand na de kennisgeving van de betwiste beslissing.

Art. 85. Het verzoek om een herbeoordeling vermeldt heel precies de betwiste beslissing en de elementen op basis waarvan de herbeoordeling wordt verzocht. Het bestuur bevestigt binnen tien werkdagen de ontvangst van het verzoek om herbeoordeling en precificeert desgevallend de ontbrekende elementen met het verzoek aan de eiser om deze binnen een maand aan te vullen.

Art. 86. Binnen tien werkdagen wordt het verzoek ter beslissing voorgelegd aan de Herbeoordelingscommissie.

Art. 87. De Herbeoordelingscommissie bestaat uit :

twee leden van de pluridisciplinaire equipe die de betwiste beslissing heeft genomen;

vier leden van de sectie « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, die door haar worden aangeduid.

Een voorzitter wordt aangeduid door het Collegelid.

Het huishoudelijk reglement van de commissie wordt vastgesteld door het collegelid.

Art. 88. Desgewenst wordt de gehandicapte, zijn wettelijke vertegenwoordiger of iedere andere persoon die hij hiertoe aanduidt, gehoord door de Herbeoordelingscommissie.

Art. 89. De Herbeoordelingscommissie beslist binnen zestig dagen na haar aanhangigmaking bij meerderheid van de aanwezige leden. Ingeval van staking van de stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 90. De beslissing van de Commissie wordt door het bestuur aan de gehandicapte medegedeeld.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffende bepalingen*

Art. 91. Worden opgeheven de artikelen 1, 2, 7, 79 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 september 1996), 93 en 95 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 20 november 1975 tot uitbreiding van de toepassing van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale herklassering van gehandicapten tot de personen van vreemde nationaliteit.

Art. 92. Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 30 juli 1968 tot bepaling van de zetels van de kamers der Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 betreffende het onderzoek van de aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels voor het indienen van de aanvragen om tegemoetkoming uit het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 tot vaststelling van de nadere regels toepasselijk op het beroep, ingesteld tegen het besluit van een provinciegouverneur over de aanvraag om tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 10 februari 1970 tot regeling van de werking van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Wordt opgeheven het koninklijk besluit van 1 oktober 1970 betreffende het ten laste nemen door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten van de kosten van opname, onderhoud en opvoeding van sommige in het buitenland geplaatste gehandicapten, gewijzigd of aangepast door het koninklijk besluit van 24 januari 1975.

Art. 93. Wordt opgeheven het ministerieel besluit van 17 oktober 1969 tot vaststelling van nadere regels toepasselijk op de herziening als bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967, gewijzigd of aangepast door het koninklijk besluit van 24 januari 1975.

Wordt opgeheven het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapte personen worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd verslag moet voldoen.

Worden opgeheven de artikelen 17 tot 31 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd door de besluiten van 24 februari 1989, 13 november 1989, 12 en 26 juni 1990, 13 mei, 10 en 11 juni, en 4 september 1991, 16 en 17 november 1992, 10 november 1993 en door het besluit van het College van 9 december 1999.

Wordt opgeheven het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 december 1988 houdende regeling van de werking van de Franstalige Kamer van de Adviserende Commissie van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten en vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de tegemoetkoming voor reiskosten en andere kosten, toegekend aan de voorzitter, de leden en de deskundigen.

Wordt opgeheven het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juni 1990 tot vaststelling van de voorwaarden tot de verlenging van de tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, ten gunste van zekere begunstigden van voornoemd Fonds toen ze de burgerlijke meerderjarigheid bereikten.

Art. 94. Wordt opgeheven de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1990 houdende uitbreiding van de tussenkomst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten tot een nieuwe groep gehandicapten, de zogenaamde nieuwe meerderjarigen, in de erkende instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die hun recht van keuze hebben uitgeoefend in de Franse Gemeenschap, en houdende het financieel aandeel van deze gehandicapten.

Wordt opgeheven de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Art. 95. Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, gewijzigd door de besluiten van het College van 21 december 1995, 13 maart 1997/7 en 14 mei 1997.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996/1 tot vaststelling van de criteria en de wijze van tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook diens bijlage, gewijzigd door de besluiten van het College van 27 juni 1996, 22 mei 1997, 24 september 1998/1 en 3 december 1998.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/1 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van tegemoetkomingen verleend door het Brussels Franstalig Fonds voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces aan gehandicapte werknemers ter bevordering van hun integratie in het arbeidsproces, alsook zijn bijlage, gewijzigd door het besluit van het College van 3 december 1998.

Worden opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/2 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van mindervaliden en hun inschakeling in het arbeidsproces een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten verleent aan werkgevers met het oog op de beroepsaanpassing van de minder-validen die ze tewerkstellen, alsook zijn bijlagen.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997/7 betreffende het globaal proces voor sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, ingesteld in overleg met iedere gehandicapte die is opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 december 1998 tot bepaling van de criteria en de wijzen voor een tegemoetkoming in de verplaatsings- en verblijfskosten van gehandicapten buiten hun professionele inschakeling.

Wordt opgeheven het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikelen 2, 18 en 19 van het decreet van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 februari 1997 betreffende de erkenning van een handicap, de inschrijving in een centrum of dienst voor gehandicapten en de aanvraag om tegemoetkoming vanwege de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen*

Art. 96. De bewijsstukken van de prestaties waarvan de uitvoering dateert van vóór de datum van verschijning van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, moeten ten laatste binnen een jaar volgend op de verschijning van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* aan het bestuur worden overgedragen.

Art. 97. De psychologen op de lijst die door de leden van het College werd opgesteld krachtens artikelen 9 tot 9quater van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating, volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, worden ingeschreven op de lijst waarvan sprake in artikel 11 van het decreet, met inwerkingtreding op de datum van het van kracht worden van het besluit.

Art. 98. Tot 30 juni 2000 blijft punt 2.9. van de bijlage van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 januari 1996/1 tot vaststelling van de criteria en de wijze van tegemoetkoming in de individuele hulp in de vorm van materiële goederen welke noodzakelijk is voor de sociale integratie van gehandicapten of hun inschakeling in het arbeidsproces, gewijzigd door de besluiten van het College van 27 juni 1996, 22 mei 1997, 24 september 1998/1, 3 december 1998 en 10 februari 2000, van toepassing.

Art. 99. Tot 31 december 2001 wordt de financiële bijdrage van de opgevangen of onthaalde gehandicapten vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, 7° van decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overdracht van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, hetzij op basis van het ministerieel besluit van 27 juni 1986 dat de financiële bijdrage bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de erkende instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die wegens hun organisatie niet moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de ene of andere gemeenschap, hetzij op basis van het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 dat de tegemoetkoming bepaalt van de gehandicapten die ten laste worden geplaatst van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 25 september 1985.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 100. De bedragen die zijn opgenomen in artikelen 7, 8, 24, 38, 76 en 81 zijn gekoppeld aan de refertegezondheidsindex van december 1999.

Vanaf 1 januari 2001 worden zij jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

$$\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \text{gezondheidsindex december van het jaar } n-1$$

gezondheidsindex december van het jaar n-2

Art. 101. Het onderhavige besluit wordt van kracht op de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*, behalve punt 2.9. van bijlage 1 die van kracht wordt op 1 juli 2000.

Art. 102. Het Collegelid is belast met de uitvoering het onderhavige besluit.

Brussel, 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

Vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de tegemoetkomingen in de individuele materiële hulp die onontbeerlijk is voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

1. Algemene bepalingen

1.1. De voorwaarden en modaliteiten voor het verlenen van tegemoetkomingen in materiële hulp bedoeld in deze bijlage zijn van toepassing onverminderd de bepalingen van hoofdstuk V van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van..... betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

1.2. Alle indicatieve of maximumbedragen in deze bijlage, die regelmatig worden bijgesteld, worden weergegeven exclusief BTW.

Zij worden jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, gezondheidsindex genaamd, volgens de formule :

Basisbedrag op 31.12 van het jaar n-1 x gezondheidsindex december van het jaar n-1

gezondheidsindex december van het jaar n-2

Deze koppeling aan de gezondheidsindex is niet van toepassing op de modaliteiten van tegemoetkomingen voor de bouw of de verbouwing van woningen.

1.3. Met het oog op de toepassing van artikel 39 van het besluit van het College dat onder punt 1.1. wordt genoemd, preciseert de pluridisciplinaire equipe in haar beslissing tot toekenning of de materiële hulp gedoteerd zal worden indien ze niet langer wordt gebruikt.

Voor de bepaling van de begunstigde instelling is het advies van het bestuur vereist.

2. Hulpmiddelen bij de communicatie

2.1. TVBloep en videoscoop

2.1.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet één van de volgende deficiënties vertonen :

— gezichtsscherpte van minder dan 3/10 maar gelijk aan of hoger dan 1/100 aan het beste oog, na optimale correctie door een bril;

— verkleining van het gezichtsveld met gemiddeld 10 tot 20, bilateraal of in het beste oog;

— centrale scotomen (minimum 5°) waaronder de macula of meerdere kleine maculaire of paramaculaire scotomen (tot 30°);

b) de aanvraag moet worden gestaafd met een rapport van een revalidatiecentrum voor gehandicapten dat erkend wordt door het RIZIV, door het bestuur of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), of met een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een oogspecialist.

2.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 184 777 frank of tot 300 000 frank voor een model dat is voorzien van een bijkomende afstandscamera.

Hernieuwingstermijn : 5 jaar.

2.2. Draadloze geluidszender B FM-apparatuur

2.2.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 55 db aan het beste oor, volgens het percentage gehoorverlies berekend via de formule van Fournier.

b) Vereiste is een met redenen omkleed doktersvoorschrift (redenen en doelstellingen) van een KNO-specialist verbonden aan een revalidatiecentrum voor gehandicapten met gehoorstoornissen dat erkend wordt door het RIZIV, door het bestuur of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ». Het voorschrift dient te bevestigen dat de aanvrager of zijn omgeving in staat zijn het apparaat te gebruiken. Een zesmaandelijks rapport door de voorschrijver over de revalidatie van het kind van minder dan 6 jaar is eveneens vereist.

2.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 77 800 frank.

2.3. Vibro-tactiele zender

2.3.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 100 db aan het beste oor (Fletcher-index) of een ernstige gehoordeficiëntie uit de IIIde groep volgens de classificatie van het « Bureau International d'Audiophonologie » (100 db worden 90 db voor kinderen van minder dan 6 jaar).

b) Vereiste is een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een erkende revalidatiespecialist voor personen met spraak- en gehoorstoornissen, met een aanvullend rapport na afloop van een proefperiode.

c) Het rapport van een audioloog dient aan te tonen dat het conventionele prothetische apparaat de gehoordrempels niet op het niveau van de spraakwaarneming brengt.

d) De voorwaarden a) en b) zijn niet van toepassing op kinderen die nog een andere zware deficiëntie vertonen (blindheid, mentale retardatie).

e) Het apparaat moet ook gebruikt worden buiten een school voor bijzonder onderwijs of een revalidatiecentrum of een onthaalcentrum.

2.3.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 40 400 frank.

2.4. Telefoon voor doven (minitel)

2.4.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een gemiddeld gehoorverlies aantonen van ten minste 70 db aan het beste oor, volgens het percentage gehoorverlies zoals berekend via de formules van Fournier door een KNO-specialist, of een laryngectomie hebben ondergaan.

2.4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (inclusief lichtinstallatie) beperkt tot 14 255 frank.

De tegemoetkoming dekt uitsluitend het apparaat van de aanvrager, niet dat van de correspondent.

2.5. Faxapparaat

2.5.1. Voorwaarden

Zie 2.4.1.

2.5.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 8 689 frank.

De tegemoetkoming dekt uitsluitend het apparaat van de aanvrager, niet dat van de correspondent.

2.6. Brailleschrijfmachines

2.6.1. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (inclusief koffer) beperkt tot 31 676 frank voor een mechanische machine en 40 260 frank voor een elektrische machine.

2.7. Computer en software

2.7.1. Voorwaarden

a) In geval van gebruik als didactisch materiaal in het gewone onderwijs :

moet het een hulpmiddel tot schriftelijke communicatie zijn voor leerlingen met spierdystrofie in de bovenste ledematen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming,...) of voor blinden en ernstig slechtzienden.

b) In geval van gebruik als didactisch materiaal in het bijzondere onderwijs :

moet het materiaal zijn dat thuis wordt gebruikt (oefeningen, huiswerk), op basis van een met redenen omklede aanvraag van de directeur van de school.

c) Desgevallend kan een doktersvoorschrift worden vereist.

2.7.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

1. B kantoor-PC met basissoftware :	41 915 frank
— Printer :	7 668 frank
— Scherm 17 " :	24 535 frank
— Scherm 20 " :	50 093 frank
— Scherm 21 " :	66 450 frank
2. B Draagbare PC :	71 561 frank
3. B Braille-leeslijn :	
— voor een versie met 40 piëzo-elektrische cellen	268 867 frank
— voor een versie met 80 piëzo-elektrische cellen als wordt aangetoond dat deze versie is gerechtvaardigd in vergelijking met een versie met 40 cellen	536 712 frank
— Software voor toegang tot de Braille-leeslijn voor Windows :	81 784 frank
4. B Uitrusting voor stemsynthese :	58 272 frank
— toegangsprogramma voor schermlezen met stemsynthese onder Windows :	20 446 frank
5. B Vergrotingskaart voor computerscherm :	107 343 frank
— Vergrotingssoftware	28 624 frank
6. - Scanner met programma voor de herkenning van tekens :	70 893 frank
7. Braille-printer :	150 280 frank

2.8. Specifieke accessoires voor blinden en slechtzienden

2.8.1. Voorwaarden

a) In geval van gebruik in het schoolonderwijs of beroepsopleidingen, dient de directeur van de instelling de noodzaak van de aanvraag te rechtvaardigen.

b) Het moet om de volgende accessoires gaan : apparaat voor de omzetting van brailleschrift in normaal schrift, blocnotes, dictafoon, sprekende rekenmachine, vertaling van boeken en teksten in braille, vergroting of scanning van teksten.

2.8.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

— Apparaat voor de omzetting van brailleschrift in normaal schrift + printer : 65 463 frank;

— Elektronische blocnotes met stemsynthese 305 000 frank;

— Dictafoon : 19 005 frank;

— Sprekende rekenmachine : 18 478 frank;

— Vertaling van lessen (inclusief scanning of codering) : in braille, in grote letters of op diskette : 55 frank/blad.

— Vergrote kopieën : 7 frank/blad.

— Opname op cassette 60 minuten : 1 055 frank/cassette.

2.9. Gebarentolken B alle hulpmiddelen voor de communicatie**2.9.1. Voorwaarden**

De aanvrager moet doof zijn. Hij moet zijn aanvraag elk jaar bij het bestuur verlengen.

2.9.2. Modaliteiten

Het aantal uurtickets toegekend per kalenderjaar is 30 eenheden. De waarde van het ticket bedraagt 800 frank.

De tickets worden afgegeven door een aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven op basis van een individuele beslissing van het bestuur. Het bestuur bepaalt het model van het te gebruiken ticket.

De tickets kunnen worden ingewisseld bij tolken opgenomen op de lijst van een aangesloten of erkende tolkdienst voor doven.

Deze lijst preciseert de vaardigheden van de tolken op het gebied van de gebarentaal of een ander hulpmiddel voor de communicatie.

De tolken dienen de ingewisselde tickets in bij de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven. De waarde van het uurticket op de datum van de tolkprestatie wordt hen door deze laatste vergoed.

Het bestuur vergoedt de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven de tolkprestaties op basis van driemaandelijks overzichten, volgens het door het bestuur vastgesteld model.

Het bestuur betaalt de aangesloten of erkende Tolkdienst voor Doven elke drie maanden een voorschot op basis van het aantal tickets dat werd toegekend gedurende het betrokken kwartaal in het vorige jaar en de waarde van het ticket tijdens het betrokken kwartaal.

3. Absorberende producten voor incontinenten personen**3.1. Voorwaarden**

a) De aanvrager moet een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij aan urine- of faecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische mergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het onderste urine- en darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling.

b) Voor gehandicapten in een school uit het bijzonder onderwijs of in een dag- of onthaalcentrum worden de prestaties slechts in aanmerking genomen buiten de periodes dat zij ten laste zijn van de school of het centrum.

c) Het incontinentiemateriaal voor kinderen wordt pas ten laste genomen vanaf de leeftijd van 4 jaar.

3.2. Modaliteiten

a) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

b) De medische rechtvaardiging voor dit materiaal moet ten minste elke twee jaar worden verlengd, behalve wanneer blijkt dat de pathologie voor het hele leven geldt.

c) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

— 31 453 frank per kalenderjaar;

— 15 726 frank voor de personen onder punt 3.1.b) wanneer de tenlasteneming slechts overdag wordt gewaarborgd;

— 7 863 frank voor de personen onder punt 3.1.b) wanneer de tenlasteneming ook 's nachts wordt gewaarborgd .

4. Kussen voor de preventie van pijnlijke drukken en doorligwonden**4.1. Voorwaarden**

De aanvrager dient een doktersvoorschrift te overleggen met daarin omklede redenen voor het aanhoudende gebruik; hij moet een rolstoel gebruiken.

4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten (excl. hoes) tot 13 726 frank; tegemoetkoming van 60 % in de schijf bovenop 13 726 frank.

De hernieuwingstermijn wordt vastgesteld op 3 jaar.

5. Hulpmiddelen voor de mobiliteit**5.1. Rolstoel****5.1.1. Voorwaarden**

a) De rolstoel moet opgenomen zijn op de lijst van geregistreerde toestellen die in aanmerking komen voor de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering.

b) De aanvrager moet het bewijs leveren dat de verplichte ziekteverzekering de rolstoel geheel of gedeeltelijk weigert te vergoeden.

c) De geweigerde tegemoetkoming van de verplichte ziekteverzekering mag de aanvrager niet worden aangerekend.

d) Het bestuur komt niet tegemoet in de kosten van aanschaf van een elektronische rolstoel wanneer de aanvrager voldoet aan de tegemoetkomingsvoorwaarden van de verplichte ziekteverzekering.

e) Eerste rolstoel :

De aanvrager moet een doktersvoorschrift voorleggen van een specialist in de handicap van de aanvrager.

f) Tweede rolstoel : het bestuur kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende rolstoel naast degene waarover de gehandicapte reeds beschikt, indien tijdens de hernieuwingstermijn van de door de verplichte ziekteverzekering toegekende prestatie, een 2de rolstoel wordt voorgeschreven en gerechtvaardigd omwille van het gebruik thuis van een traplift met zetel of, als de auto niet aangepast is, wegens moeilijkheden i.v.m. het vervoer en/of de hantering van de stoel.

g) De hernieuwingstermijnen van het bestuur zijn gelijk aan degene die worden toegepast door de verplichte ziekteverzekering.

h) Vervanging van de rolstoel vóór het einde van de hernieuwingstermijn voorzien door de verplichte ziekteverzekering :

— de aanvrager moet een met redenen omkleed doktersvoorschrift voorleggen van een specialist op het gebied van de handicap van de aanvrager, ter bevestiging dat de evolutie van de deficiëntie aan de oorsprong van de aanvraag ligt;

— of de aanvrager overlegt een verklaring van een door het RIZIV erkende prestatieplichtige dat de rolstoel niet meer gerepareerd kan worden en dat slijting niet kan worden toegeschreven aan onjuist of grof gebruik.

5.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot de waarde van de rolstoel en zijn accessoires, vastgesteld door de nomenclatuur van de verplichte ziekteverzekering en volgens de hierbij behorende terugbetalingsbedragen.

5.2. Buggy-major

5.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift van een specialist voorleggen. De gehandicapte moet ten minste 5 jaar oud zijn.

5.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 12 671 frank.

5.3. Elektrische hefsystemen voor rolstoelzetel

5.3.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift van een specialist voorleggen.

5.3.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 33 788 frank.

5.4. Aanpassing van een wagen

5.4.1. Algemene voorwaarden en modaliteiten voor de tegemoetkoming

- a) De aard en ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.
- b) De gehandicapte moet het voertuig zelf besturen en een afschrift voorleggen van zijn rijbewijs, met daarin de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen; de kandidaat voor een rijbewijs moet een bewijs van rijbekwaamheid overhandigen.

Indien de gehandicapte passagier is, is eveneens een tegemoetkoming mogelijk maar dan wel uitsluitend om de toegang tot het voertuig aan te passen.

c) De aanvraag moet vergezeld gaan van een rapport van een centrum dat erkend wordt in het kader van artikel 45 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

d) Indien het voertuig na een ongeval gerepareerd of vervangen moet worden, wordt de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen; daarom dient de gehandicapte alle vereiste maatregelen te nemen inzake verzekeringen.

e) Hernieuwingstermijn : 5 jaar; deze termijn wordt vastgesteld op 3 jaar voor de aanpassingen aan een tweedehands gekocht voertuig dat ten minste 6 jaar oud is.

f) In geval van verandering van voertuig vóór afloop van de in punt e) bedoelde termijn, wordt slechts een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing verleend als de verandering vooraf door het bestuur is goedgekeurd omwille van een intensief gebruik beroepshalve, een wijziging in de beroepstoestand of in de gezinssamenstelling of aan een verergering van de handicap.

g) In geen geval mag het totale bedrag van de tenlasteneming van de verschillende aanpassingen voor een vlottere toegang tot het voertuig de 327 139 frank overschrijden.

h) Bij een tweedehands gekocht voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming met 20 % verminderd per jaar dat het voertuig oud is, vanaf 6 jaar en met een maximale vermindering van 60 %. Om de leeftijd van de wagen te berekenen, wordt rekening gehouden met de maand en het jaar waarin de wagen voor het eerst in omloop werd gebracht.

i) De tegemoetkoming kan slechts worden betaald op overlegging van een afschrift van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

j) Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing op een tweedehands gekocht voertuig.

k) Er wordt slechts een tegemoetkoming verleend voor de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels, de centrale vergrendeling van deuren en de stuurbevestiging als zij opties zijn die bijkomende kosten vertegenwoordigen ten opzichte van het basismodel van het voertuig.

5.4.2. Specifieke modaliteiten met maximale tegemoetkomingsbedragen.

5.4.2.1. Aanpassing betreffende het besturen :

— Plaatsing van gasklep en remmen onder het stuur	40 892 frank
— Plaatsing van gasklep en remmen op het stuur	
mechanisch systeem	61 338 frank
elektronisch systeem	92 008 frank
— Automatische transmissie	32 714 frank
— Halfautomatische transmissie	54 694 frank
— Verplaatsing van het gaspedaal	10 223 frank
— Verwijderbaar oorspronkelijk gaspedaal	8 178 frank
— Terugklapbaar gaspedaal	9 201 frank
— Verplaatsing van de elektrische bediening	61 338 frank
— Knop op het stuur geschroefd	1 329 frank
— Wijziging oorspronkelijke stuurbevestiging type « TETRA »	40 892 frank
— Stuurbevestiging	20 656 frank

5.4.2.2. Aanpassingen voor secundaire functies :

— Elektrische regeling van de bestuurderszetel	30 669 frank
— Ergonomische zetel voor de bestuurder	52 663 frank
— Riem van het type harnas	8 175 frank
— Elektrische bediening voorste ruiten	12 267 frank
— achteruitkijkspiegels	8 689 frank
— Afstandsbediening deuren	4 090 frank

5.4.2.3. Toegang tot voertuig :	
— Draaizetel	32 714 frank
— Uitschuifbare draaizetel	43 960 frank
— Personenheftoestel voor wagen (niet voorzien voor rolstoelen)	108 365 frank
5.4.2.4. Toegang tot het voertuig met rolstoel :	
— Achter- of zijliftplatform	204 462 frank
— Verwijderbare toegangsleuningen	25 558 frank
— Rails en bevestigingskit	35 781 frank
5.4.2.5. Hulpmiddelen om de rolstoel in de wagen te laden :	
a) Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm + ombouw portier	193 216 frank
b) Laden in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm	
— manuele vouwbare rolstoel	65 816 frank
— elektrische rolstoel	110 329 frank
5.4.2.6. Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid :	
— Verlaging van de achtervloer	276 023 frank
— Verhoging van het dak	25 558 frank
— Vlak maken van de vloer	25 558 frank

5.5. Aanvullende rijlessen

5.5.1. Voorwaarden

De aanpassing van het voertuig of de aard van de handicap van de aanvrager moeten de aanvullende lessen rechtvaardigen.

De aanvraag moet vergezeld worden van een met redenen omkleed attest van een geneesheer-specialist en een attest van een erkende autorijschool waarin het aantal vereiste bijkomende lessen wordt vastgesteld. Als het basisforfait waarvan kwestie in punt 5.5.2. moet worden overschreden, legt de autorijschool dit met redenen omkleed uit.

5.5.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming is eenmalig.

b) Forfaitaire basistegemoetkoming van 8 868 frank (ofwel 6 uur); 1 478 frank per eventueel noodzakelijk bijkomend uur, zonder een totaal van 15 uur te overschrijden.

5.6. Wandelstokken - krukken

5.6.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een bewegingsstoornis vertonen die het permanente gebruik van wandelstokken rechtvaardigt. Dit wordt door een doktersvoorschrift bevestigd, dat tevens het type wandelhulpmiddel preciseerd.

5.6.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- wandelstok : 577 frank
- wandelstok met steun voor elleboog : 850 frank
- wandelstok met steun voor voorarm voor artritispatiënten : 2 700 frank
- driepotige wandelstok : 1 300 frank
- vierpotige wandelstok : 1 514 frank
- kruk met okselsteun : 2 241 frank per stel.

5.7. Geleidehond

5.7.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een ernstige visuele deficiëntie vertonen.

Een organisatie die de integratie van gehandicapten nastreeft en die erkend wordt door de autoriteiten, moet de garantie leveren dat de voor de aanvrager bestemde hond goed is gedresseerd.

5.7.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 163 660 frank.

De tegemoetkoming dekt alle aankoopkosten van de hond (in het bijzonder de aankoop van het dier, de personeels-, onderhouds- en dressuurkosten, diverse kosten zoals die van verzekering en dierenarts, eventueel verblijfkosten van de gehandicapte).

5.8. Blindenstok

5.8.1. Aanleren van de verplaatsingstechnieken

5.8.1.1. Voorwaarden

a) De ernst van de visuele handicap moet de tenlasteneming van de prestatie rechtvaardigen.

b) De opleiding moet worden verzorgd door een erkende instelling krachtens een wetgeving inzake de integratie van gehandicapten en zich richten tot personen met een visuele deficiëntie.

c) het lesprogramma kan niet meer dan 100 lessen bevatten, verdeeld over maximaal 9 maanden.

d) In geval van een omvangrijke en duurzame wijziging in de verplaatsingsgewoonten, kan een aanvullende opleiding van maximaal 20 lessen ten laste worden genomen.

e) Aan het eind van het lesprogramma moet de instelling een evaluatieverslag van de opleiding overhandigen.

5.8.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 800 frank per lesuur.

5.8.2. Aanschaf van blindenstok

5.8.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet de verplaatsingstechnieken beheersen of hiertoe lessen volgen.

5.8.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 3 379 frank.

6. Pedagogische begeleiding

6.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet kampen met :

- ofwel een visuele deficiëntie,
- ofwel een gehoordeficiëntie,
- ofwel een hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel, eventueel geassocieerd met een bewegingshandicap aan de bovenste ledematen, wat tot grote moeilijkheden leidt die niet voldoende gecompenseerd kunnen worden met technische hulpmiddelen en die de noodzaak van een pedagogische begeleiding rechtvaardigen.

b) De aanvrager moet :

- hetzij een hogere, al dan niet universitaire studie volgen die erkend wordt door één van de drie Gemeenschappen;
- hetzij een beroepsopleiding volgen die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische overheid.

c) De pedagogische begeleiding moet worden verzorgd door een hiertoe door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of door het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » erkende dienst.

d) Op initiatief van het bestuur kan een psychisch-pedagogisch onderzoek naar de vaardigheden van de aanvrager worden verlangd.

6.2. Modaliteiten

a) De tegemoetkoming heeft betrekking :

- op de specifieke pedagogische hulp voor studenten of stagiairs (mondelinge uitleg, herhalingen, wetenschappelijk toezicht,...) die plaatsvindt buiten de les- of opleidingsuren,
- op de tolkprestaties in gebarentaal of andere communicatiehulpmiddelen die plaatshebben tijdens of buiten de les- of opleidingsuren.

b) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 850 frank per uur met een jaarlijks maximum van 450 uur voor personen met een visuele deficiëntie, 600 uur voor personen met een gehoordeficiëntie en 250 uur voor personen met hersenbeschadiging of een beschadiging van het centrale zenuwstelsel.

In afwijking van artikel 29 van het besluit van het College waarvan sprake onder punt 1.1., wordt de tegemoetkoming verleend aan de erkende pedagogische begeleidingsdienst die de prestaties heeft geleverd.

c) Wanneer de duur van het onderwijs of de opleiding geen volledig voltijds uurrooster dekt, wordt het maximumaantal in aanmerking genomen uren onder b) verhoudingsgewijs verminderd

7. Inrichting roerend en onroerend goed

7.1. Bouw en verbouwing

7.1.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet een ernstig bewegingshandicap vertonen die de werken rechtvaardigt.

b) De stedenbouwkundige voorschriften en de technische normen inzake toegankelijkheid van de woningen voor gehandicapten, uitgevaardigd door het Brussels Gewest, moeten worden gerespecteerd.

c) De gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger moet eigenaar van de woning zijn of, bij ontstentenis, van de eigenaar bepaalde garanties krijgen ten aanzien van de duurzaamheid van de huur :

- een authentiek en geregistreerd huurcontract, niet-opzegbaar door de eigenaar, van een duur die in overeenstemming is met de omvang van de mogelijke tegemoetkoming door het bestuur (één jaar per schijf van 21 493 frank);

- wanneer de eigenaar familie is in de eerste of tweede graad, is een schriftelijke verbintenis voldoende;

- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

d) De werken moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

e) Elke tegemoetkoming wordt slechts één keer toegekend. Niettemin kan, in geval van een verhuizing die wordt gerechtvaardigd :

- door de wil om een autonoom leven te gaan leiden (als bv. de eerste aanpassing in de ouderlijke woning was verricht);

- om beroepsredenen;

van deze regel worden afgeweken en een tweede tegemoetkoming worden verleend.

f) Er wordt geen tegemoetkoming verleend indien de werken bestemd zijn voor gebouwen of woningen die voortvloeien uit collectieve initiatieven of bepalingen en worden gebruikt voor gemeenschappelijke doeleinden, noch voor de gemeenschappelijke delen van collectieve woningen.

7.1.2. Modaliteiten

a) Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 11 % van de waarde genoemd in artikel 2, b), van het koninklijk besluit van 15 juli 1981 betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest.

b) Er wordt rekening gehouden met de overige wettelijke voordelen op het gebied van huisvesting (bv. gewestelijke tegemoetkomingen, subsidies voor de bouw of renovatie van woningen, enz.).

7.2. Lift of traplift

7.2.1. Voorwaarden.

- a) De aard of ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.
 b) Eigendomsvoorwaarden : zie 7.1.1. c).
 c) Het bestuur kan een verklaring eisen van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende normen inzake veiligheid en conformiteit worden bevestigd.

7.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- 232 292 frank voor een traplift,
- 316 762 frank indien meer dan één traplift onontbeerlijk is, of voor een lift.

de in aanmerking genomen kostprijs is inclusief de installatiewerken.

7.3. Aanvullende uitrusting

7.3.1. Voorwaarden

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

De aard en de ernst van de handicap moeten de aanpassing rechtvaardigen.

7.3.2. Modaliteiten

- a) Tegemoetkoming in de kosten.
 b) Het totaalbedrag van de tegemoetkomingen voor verschillende aanvullende uitrustingen wordt beperkt tot 72 750 frank.

7.4. Bedden en bedveringen, hydraulisch of elektrisch regelbaar

7.4.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een ernstige neurologische deficiëntie vertonen die hem ervan weerhoudt zich alleen op te richten en op te staan, of rolstoelgebruiker zijn. Een doktersvoorschrift van een specialist moet samen met de aanvraag worden ingediend.

7.4.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- regelbaar met hydraulische pomp : 42 235 frank
- regelbaar met elektrische pomp : 68 631 frank

7.5. Bedgalg

7.5.1. Voorwaarden

De aanvraag moet vergezeld gaan van een doktersvoorschrift van een specialist dat het model preciseert en dit rechtvaardigt ten aanzien van de handicap van de aanvrager.

7.5.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

1. Hydraulisch
 - a. mobiel (op wieltjes) : 43 291 frank
 - b. vast (bevestigingsplaat inbegrepen) : 31 676 frank
2. Mechanisch

mobiel en vast : 33 788 frank
3. Statisch
 - a. op poot : 7 602 frank
 - b. aan bed aangepast : 4 223 frank
4. Elektrisch
 - a. materiaal op wieltjes : 109 388 frank
 - b. materiaal hangend aan rail : 185 000 frank

in één stuk

in meerdere stukken : 245 000 frank

De in aanmerking genomen kosten zijn inclusief de installatiewerken.

5. Lift voor bad, in werking gezet door druk van water of lucht of werkend op batterijen : 47 290 frank

7.6. Zetel

7.6.1. Toiletzetel

7.6.1.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift overleggen dat de noodzaak van het hulpmiddel ten aanzien van de deficiëntie rechtvaardigt.

7.6.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- zonder wieltjes
- doorboorde zetel : 5 385 frank
- idem, in hoogte regelbaar : 6 757 frank
- met wieltjes : 10 663 frank
- voor rolstoel : 5 912 frank

7.6.2. Douchezetel

7.6.2.1. Voorwaarden

De aanvrager moet een doktersvoorschrift overleggen waarin wordt bevestigd dat een eenvoudige douchezetel (kruk met vier poten) in dit specifieke geval niet volstaat.

7.6.2.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- douchezetel met rugzijde en verwijderbare armleuningen : 10 500 frank
- douchezetel met 4 draaiwielletjes, en verwijderbare armleuningen, al dan niet 16 660 frank

doorboord :

7.7. Voorzieningen voor de opening en sluiting van deuren

7.7.1. Afstandsbediening voor de opening en sluiting van de garagedeur

7.7.1.1. Voorwaarden

a) Een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een specialist moet de prestatie rechtvaardigen met betrekking tot de omvang van de functionele beperking.

b) De aanvrager moet een auto besturen; zo niet, dan moet de garage voor hem de enige mogelijke toegang tot de woning zijn.

7.7.1.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot 25 000 frank.

7.7.2. Afstandsbediening voor de opening en sluiting van de huisdeur

7.7.1.2. Voorwaarden

Een met redenen omkleed doktersvoorschrift van een specialist moet de prestatie rechtvaardigen met betrekking tot de omvang van de functionele beperking.

7.7.1.3. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de kosten beperkt tot :

- opening met parlofoon 25 000 frank
- motorisering met elektronische bediening en vergrendeling 72 750 frank

8. Klein gereedschap8.1. Voorwaarden

a) De aanvrager moet de noodzaak aantonen van het kleine gereedschap dat hem een grotere onafhankelijkheid in het dagelijks leven moet bezorgen.

b) Zijn kostprijs mag niet hoger zijn dan 5 000 frank.

8.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de bijkomende kosten ten opzichte van gereedschap dat door valide personen wordt gebruikt. Het totaalbedrag van de tegemoetkomingen voor klein gereedschap wordt beperkt tot 21 117 frank per aanvrager.

9. Onderhoud en reparaties van bepaalde hulpmiddelen9.1. Voorwaarden

Het moet hier hetzij gaan om een rolstoel (inclusief vervanging van batterijen), hetzij om een lift of traplift, hetzij om een Braille-leeslijn.

9.2. Modaliteiten

Tegemoetkoming in de onderhoudskosten wordt beperkt tot, per jaar, 10 % van de waarde van de tegemoetkoming in de aanschaf.

Tegemoetkoming in de reparatiekosten wordt beperkt tot 40 % van de waarde van de tegemoetkoming in de aanschaf, berekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,
Voorzitter van het College

E. ANDRE,
Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,
Collegelid belast met Begroting

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

MODEL VAN DE OVEREENKOMST VOOR OMSCHOLING

Tussen :

— de werkgever

maatschappelijke zetel

activiteitzetel

vertegenwoordigd door

in de hoedanigheid van

enerzijds

en

— de werknemer

geboren op.....

FH/.....

eventuele wettige vertegenwoordiger.....

woonachtig.....

anderzijds

Overwegende de beslissing van de pluridisciplinaire equipe van

Werd het volgende overeengekomen :

Artikel 1. De werkgever verbindt er zich toe de werknemer een beroepsopleiding te geven als....., volgens het omscholingsprogramma dat is gevoegd bij deze overeenkomst.

Deze omscholing zal plaatshebben op.....

Voor de opvolging duidt de werkgever..... aan.

Art. 2. Deze overeenkomst begint op..... en duurt....., dit is tot.....

De wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op.....uur.

Beide partijen komen een proefperiode overeen van....., dit is tot.....

Art. 3. Gedurende de overeenkomst krijgt de werknemer van de werkgever :

a) een bezoldiging die bestaat uit :

1° een vergoeding vastgesteld op..... frank per daadwerkelijk gepresteerd of gelijkgesteld uur;

2° een aanvullende tegemoetkoming, vastgesteld op 75 % van het gemiddeld minimaal maandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad. De aanvullende tegemoetkoming op uurbasis is gelijk aan driemaal het minimaal maandinkomen gedeeld door 13 x 38. Zij wordt uitbetaald voor de daadwerkelijk gepresteerde of gelijkgestelde uren. Deze tegemoetkoming wordt verminderd met de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen, bedoeld in artikel 50 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van..... betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse dienst voor mindervaliden voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

b) wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen in de kosten die hij maakt, met name om zich naar zijn werk te begeven.

Art. 4. De werkgever verbindt er zich toe :

1° te waken over de gezondheid en veiligheid van de werknemer en bijzondere aandacht te besteden aan de moeilijkheden die hij, omwille van zijn handicap, zou kunnen ondervinden;

2° te bewijzen dat hij tegenover de werknemer de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de wettelijke of reglementaire bepalingen die hem, als werkgever, worden opgelegd.

De werknemer wordt beschouwd als arbeider/bediende (*);

3° de werknemer een afschrift van het arbeidsreglement van de onderneming te bezorgen;

4° de Franse Gemeenschapscommissie onverwijld op de hoogte te brengen van elke betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

(* doorhalen wat niet van toepassing is.

Art. 5. De werknemer verbindt er zich toe :

1° in orde te zijn met de geldende arbeidsreglementering en, desgevallend, het beroepsgeheim te eerbiedigen;

2° te handelen overeenkomstig de richtlijnen die hem werden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;

3° de voorschriften inzake veiligheid en hygiëne te eerbiedigen;

4° de Franse Gemeenschapscommissie onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke betwisting aangaande de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 6. De Franse Gemeenschapscommissie :

1° volgt de uitvoering van de overeenkomst op;

2° ziet toe op de geschiktheid van het omscholingsprogramma;

3° zorgt voor overleg in geval van betwisting.

4° vergoedt aan de werkgever de aanvullende tegemoetkoming bedoeld in artikel 3, a), 2° van deze overeenkomst, alsook het bedrag van de daarop betrekking hebbende werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid.

Art. 7. De uitvoering van de overeenkomst wordt opgeschort wanneer één van beide partijen zich in de onmogelijkheid bevindt tijdelijk de uitvoering van de overeenkomst na te komen, meer bepaald in geval van gedwongen werkloosheid of arbeidsongeschiktheid.

betrokken partij moet deze onmogelijkheid bewijzen en, wanneer deze het gevolg is van arbeidsongeschiktheid van de werknemer, een medisch attest voorleggen.

Ingeval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst, wordt de overeenkomst verlengd voor eenzelfde duur als die van de opschorting.

De opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst moeten door de betrokken partij onverwijld aan het bestuur meegedeeld worden.

Art. 8. Onverminderd de algemene wijzen voor de uitdoving van de verplichtingen en op voorwaarde dat het bestuur op voorhand op de hoogte wordt gebracht, wordt aan de overeenkomst een einde gesteld vóór het verstrijken van de voorziene termijn :

1° wanneer de opschorting van de overeenkomst meer dan drie maanden duurt;

2° met instemming van beide partijen;

3° met instemming van de werkgever :

in dit geval mag de werkgever de overeenkomst slechts verbreken na de proefperiode en middels een vooropzeg van zeven dagen te rekenen vanaf de maandag die volgt op de week waarin hij de vooropzeg gaf;

4° met instemming van de werknemer.

Aan de overeenkomst wordt eveneens een einde gesteld vóór de voorziene termijn :

1° bij overname van de onderneming of de stopzetting van haar activiteit;

2° als beide partijen bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gebracht worden van het feit dat het bestuur de erkenning van de overeenkomst heeft ingetrokken, indien de werknemer geen blijk geeft van de nodige vaardigheden het normale verloop van de omscholing tot een goed einde te brengen of indien één van beide partijen haar verplichtingen niet nakomt.

Wanneer het bestuur tot de bevinding komt dat de werkgever zijn contractuele verplichtingen niet langer nakomt en dat de overeenkomst daarom ten einde loopt vóór de voorziene termijn, moet de werkgever de werknemer een schadeloosstelling betalen gelijk aan de bezoldiging van zeven werkdagen.

Art. 9. De werkgever verbindt er zich toe :

1° te storten aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid :

— de sociale zekerheidsbijdragen die van de werknemer zijn bezoldiging worden afgehouden;

— de sociale zekerheidsbijdragen die de werkgever uit hoofde van de overeenkomst verschuldigd is;

2° het bestuur alle bewijsstukken te bezorgen waar het om verzoekt, meer bepaald de staat van de prestaties van de werknemer, de staat van de door de werkgever betaalde bezoldigingen en de staat van de betaalde werkgeversbijdragen inzake de sociale zekerheid;

° de vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie in staat te stellen de nodige onderzoeken en controles te doen bij de ondernemingen of op de werkplaats.

Art. 10. Bij moeilijkheden omtrent de uitvoering van deze overeenkomst, moeten de werkgever en de werknemer zich wenden tot het bestuur.

De arbeidsrechtbank is bevoegd om kennis te nemen van de betwistingen omtrent deze overeenkomst.

Aldus opgemaakt op..... te.....

In drie exemplaren, waarvan één voor de werkgever en één voor de werknemer.

Beide partijen erkennen het aan hen gerichte exemplaar te hebben ontvangen.

Het derde exemplaar wordt bij het bestuur neergelegd.

Gelezen en goedgekeurd, Gelezen en goedgekeurd,

De werkgever, De werknemer,

(of de eventuele wettelijke vertegenwoordiger)

Erkenning van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse Dienst voor Gehandicapten voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces

TABEL VOOR DE BEPALING VAN HET RENDEMENTSVERLIES VAN DE GEHANDICAPTE WERKNEMER
OM IN AANMERKING TE KOMEN VOOR EEN TEWERKSTELLINGSPREMIE OF VESTIGINGSPREMIE

Onderneming :

Naam B Voornaam van de werknemer :

FH/ :

Geboortedatum :

Beoordelingsdatum :

ITEM A	1	2	3	4
A.1 Snelheid				
A.2 Kwaliteit				
Subtotaal A	ofwel %			

ITEM B	10%	5%
B.1 Omzetting van aanwijzingen		
B.2. Autonomie - polyvalentie		
B.3. Sociale vaardigheid en houding tegenover meerdere		
Subtotaal B	%	
TOTAAL A + B	%	

OMSCHRIJVING VAN DE ITEMS

Het rendementsverlies dat wordt vertaald in een tegemoetkomingspercentage in de bezoldiging van de werknemer mag enkel voortvloeien uit zijn gebrek.

Ter vervollediging van de tabel voor de bepaling van het rendementsverlies moet ook rekening gehouden worden met :

- de vereisten van de werkpost;
- de eventuele aanpassing van de werkpost;
- het advies van de arbeidsgeneesheer;
- het gemiddeld prestatievermogen van de valide werknemers die dit werk uitvoeren

A. 1. SNELHEID

Snelheid waartegen het werk verricht wordt

1. hoger dan of gelijk aan 90 %

2. tussen 70 % en 89 %

3. tussen 50 % en 69 %

4. lager dan 50 %

A. 2. KWALITEIT

Kwaliteit en betrouwbaarheid van het afgewerkt product (los van de andere criteria)

1. Goed werk, weinig fouten en gebreken.
2. Aanvaardbaar werk ondanks kleine foutjes en gebreken die door de werknemer verholpen kunnen worden (indien men hem erop wijst).
3. Werk dat vaak door een derde moet verbeterd worden.
4. Slechte kwaliteit.

1. - A. 2. COMBINATIE SNELHEID - KWALITEIT

SNELHEID	KWALITEIT	TOTAAL
1	1	0 %
1	2	5 %
1	3	15 %
1	4	30 %
2	1	15 %
2	2	25 %
2	3	35 %
2	4	45 %
3	1	30 %
3	2	40 %
3	3	50 %
3	4	60 %
4	1	45 %
4	2	55 %
4	3	65 %
4	4	65 %

B. 1. OMZETTING VAN DE AANWIJZINGEN

Mogelijkheid om de aanwijzingen om te zetten, te begrijpen en te ontvangen.

10 % Uitwisseling van de aanwijzingen, zelfs gemakkelijke, die moeilijk te begrijpen zijn (bijvoorbeeld in geval van volledige doofheid en blindheid).

5 % Uitwisseling van de ingewikkelde aanwijzingen die moeilijk te begrijpen zijn.

B. 2. AUTONOMIE - POL.VALENTIE

Niveau van begeleiding en polyvalentie dat vereist is om het werk uit te voeren.

10 % Werkt niet alleen, heeft voortdurende begeleiding en toezicht nodig en vergeet van de ene dag op de andere de aangeleerde handelingen.

5 % Werkt op voorwaarde dat er toezicht en veel begeleiding is (meerdere malen per uur); kan alleen geen probleem oplossen; gebrek aan polyvalentie.

B. 3. SOCIALE VAARDIGHEDEN EN HOUDING TEGENOVER MEERDERE

Kan gemakkelijk positieve sociale contacten leggen in werksfeer en leeft aanwijzingen en bevelen na.

10 % Agressieve houding tegenover collega's of onvermogen om met hen contacten te leggen of systematische verwerping van het gezag.

5 % Ontoereikende contacten op het werk of noodzaak om zeer regelmatig aan bevelen en aanwijzingen te herinneren (meerdere malen per dag).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 februari 2000.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

E. ANDRE,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting